

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2492

15 octobre 2011

SOMMAIRE

Aarbecht s.à r.l.	119570	Com Met Company, S.à r.l.	119616
Advent Power (Luxembourg) Holding S.à r.l.	119570	Compagnie de l'Ours S.à r.l.	119589
Aerium Cottbus S.à r.l.	119570	Consortium 1 S.à r.l.	119589
Aerium Frankfurt S. à r.l.	119571	Consultis S.à r.l.	119597
AGK Dental S.A.	119571	COPARGI S.A. (Compagnie de Participations et de Gestion Immobilière S.A.) ..	119577
AI Global Investments S.à r.l.	119571	Copra S.à r.l.	119599
Aki-Immo S.A.	119574	Cord A.G.	119599
Allwine S.à r.l.	119575	CPB Invest Co. S.à r.l.	119615
Arkhia Architecture S.A.	119575	CPB Prop Co. A S.à r.l.	119615
Avaya Luxembourg S.à r.l.	119575	CPB Prop Co. C S.à r.l.	119615
Beltxnea S.A.	119576	Diversified Investments S.A.	119604
BERF Luxco 1	119576	Esther Nine S.à r.l.	119574
Bierg an Dall S.à r.l.	119616	Esther Seven S.à r.l.	119615
Birdsview Fund	119616	Europa Real Estate II S.à r.l.	119599
BITS S.à r.l.	119576	Flexis S.A.	119589
Blackstone / GSO Capital Solutions Offshore Funding (Luxembourg) S.à r.l.	119571	Fulcrum Funds	119574
BMI Conseils s.à r.l.	119588	Havana Club Know-How S.à r.l.	119588
Brandenburg Archie 15 Acquico 1 S.à r.l.	119576	JLIF Luxco 2 S.à r.l.	119570
Brand Trading Company S.A.	119588	Kahler (Investissements) S.à r.l.	119600
Brederode International S.à r.l.	119576	Kahler (Investissements) S.à r.l.	119611
Canom Conseil s.à r.l.	119598	Levanter Participations S.à r.l.	119609
Caret Properties S.à r.l.	119598	Meinauto s.à r.l.	119570
Cashel Limited	119599	New-Love S.à r.l.	119597
Centre de Recherche Public Henri Tudor	119588	Orion III European 15 S.à r.l.	119589
Chesapeake Holdings S.à r.l.	119588	Sunreef Yachts S.A.	119588
Cofibat SA	119571	Tri-Towers S.à r.l.	119598
		UBP Mena	119577

Advent Power (Luxembourg) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 160.935.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 26 août 2011.

Référence de publication: 2011121267/10.

(110139570) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

**Aarbecht s.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Meinauto s.à r.l.).**

Siège social: L-4961 Clemency, 2A, rue des Jardins.
R.C.S. Luxembourg B 146.973.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121276/11.

(110139486) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

JLIF Luxco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 12.500,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 155.697.

Extrait des Résolutions de l'associé unique

En date du 22 juillet 2011, l'associé unique de la Société a accepté la démission de Monsieur Richardus Brekelmans en tant que gérant de catégorie B, et ce avec effet rétroactif au 7 juillet 2011.

En cette même date, l'associé unique a décidé de nommer Madame Johanna Dirkje Martina van Oort, juriste, née le 28 février 1967 à Groningen, Pays-Bas, demeurant professionnellement au 13-15, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, en tant que gérant de catégorie B, et ce avec effet rétroactif au 7 juillet 2011 et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance se compose désormais comme suit:

Gérants de catégorie A:

- Monsieur Guido van Berkel
- Monsieur David Marshall

Gérants de catégorie B:

- Madame Johanna Dirkje Martina van Oort
- Monsieur Joost Tulkens

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 août 2011.

Annemarie Müller
Mandataire

Référence de publication: 2011122138/25.

(110139356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2011.

Aerium Cottbus S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 114.316.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121278/9.

(110140041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Aerium Frankfurt S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 114.505.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2011121279/9.
(110140040) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

AGK Dental S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4551 Niederkorn, 2C, rue des Ecoles.
R.C.S. Luxembourg B 80.653.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121280/10.

(110140011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

AI Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.
R.C.S. Luxembourg B 140.619.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Belvaux, le 26 août 2011.

Référence de publication: 2011121281/10.

(110139565) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Blackstone / GSO Capital Solutions Offshore Funding (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 148.997.

Extrait des résolutions écrites en date du 10 août 2011

Les actionnaires ont décidé:

- d'accepter la démission de M. Aidan J. Foley, né le 8 décembre 1976 à Waterford en Irlande, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur au Luxembourg, à la fonction de gérant de catégorie B avec effet au 10 août 2011.
- De nommer Mme Agnes Csorgo, née le 27 juillet 1978 à Hatvan en Hongrie, demeurant professionnellement au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, à la fonction de gérante de catégorie B avec effet au 10 août 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29.08.2011.

Référence de publication: 2011121289/16.

(110139585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Cofibat SA, Société Anonyme.

Siège social: L-8280 Kehlen, 50A, rue de Mamer.
R.C.S. Luxembourg B 162.970.

STATUTS

L'an deux mil onze, le vingt neuf.

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Pétange

A comparu:

WEYDERT & WELTER SARL, société à responsabilité limitée ayant son siège social au 50A, rue de Mamer L-8280 Kehlen, ici dûment représentée par son gérant Monsieur Tom Welter

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'elle va constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination de «COFIBAT SA»

Le siège social est établi à Kehlen.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

La durée de la société est illimitée.

Art. 2. La société a pour objet la participation, sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière, et l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques, se rattachant directement ou indirectement à son objet.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, notamment en empruntant en toutes monnaies, par voie d'émission et d'obligations et en prêtant aux sociétés dont il est question à l'alinéa précédent.

La société aura encore pour objet notamment le développement ainsi que l'acquisition de brevets et licences, la gestion et la mise en valeur de ceux-ci et de tous autres droits se rattachant à ces brevets et licences ou pouvant les compléter, de même que la gestion, la location, la promotion et la mise en valeur d'immeubles, ceci pour son compte propre. Elle pourra encore, dans le cadre de cette activité, accorder notamment hypothèque ou se porter caution réelle d'engagement en faveur de tiers.

La société pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières dans tous secteurs, qui peuvent lui paraître utiles à l'accomplissement de son objet.

Art. 3. Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000,00) divisé en trois cent dix (310) actions de cent euros (EUR 100,00) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

En cas d'augmentation de capital, les droits attachés aux actions nouvelles seront les mêmes que ceux dont jouissent les actions anciennes.

Art. 4. La société est administrée par un conseil composé de trois membres au moins, actionnaires ou non.

Les administrateurs sont nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans; ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement; dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa première réunion, procède à l'élection définitive.

Cependant, si la société est constituée par un actionnaire unique ou s'il est constaté à une assemblée générale des actionnaires que toutes les actions de la Société sont détenues par un actionnaire unique, la Société peut être administrée par un administrateur unique jusqu'à la première assemblée générale annuelle suivant le moment où il a été remarqué par la Société que ses actions étaient détenues par plus d'un actionnaire.

Chaque référence contenue dans les présents statuts et faite au Conseil d'Administration est une référence à l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire et aussi longtemps que la société ne dispose que d'un seul actionnaire.

Art. 5. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social; tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La société se trouve engagée, à l'égard des tiers:

par la signature individuelle de l'administrateur unique pour le cas où il n'existe qu'un seul actionnaire,

par la signature individuelle du président du conseil d'administration, soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature collective de deux administrateurs, pour le cas où il existe deux ou plusieurs actionnaires.

Art. 6. Le conseil d'administration peut désigner son président; en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique, étant admis. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix; en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

Pour la première fois, le président du conseil d'administration peut être nommé par l'assemblée générale extraordinaire.

Art. 7. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, rééligibles et toujours révocables.

Art. 8. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre.

Art. 9. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le dernier vendredi du mois de juin de chaque année à 15.00 heures, au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations.

Si ce jour est férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 10. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales. Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion; tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Chaque action donne droit à une voix.

Art. 11. L'assemblée générale des actionnaires a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Elle décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 12. La société s'engage à indemniser tout administrateur des pertes, dommages ou dépenses occasionnés par toute action ou procès par lequel il pourra être mis en cause en sa qualité passée ou présente d'administrateur de la Société, sauf le cas où dans pareille action ou procès, il sera finalement condamné pour négligence grave ou mauvaise administration intentionnelle.

Art. 13. La loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales, ainsi que ses modifications ultérieures, trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Souscription et Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, la comparante préqualifiée déclare souscrire la totalité des actions à émettre, soit 310 actions

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que le montant intégral du capital social se trouve à la disposition de la société, la preuve en ayant été rapportée au notaire qui le constate.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commencera aujourd'hui-même pour finir le trente-et-un décembre deux mil onze.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de...euros (...euros).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se considérant comme dûment convoqués, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire et, après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

La société est administrée par son administrateur unique la société Weydert & Welter Sàrl, représentée par son gérant Monsieur Pierre Weydert

Le mandat de l'administrateur prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mil 2012.

2.- Le nombre des commissaires est fixé à un.

Est nommé commissaire aux comptes:

Weydert, Welter & Associés Sarl ayant son siège social au 50A, rue de Mamer, L-8280 Kehlen

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an deux mil 2012

3.- Le siège social est établi à L-8280 Kehlen, 50A rue de Mamer

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec le notaire.

Signé: WELTER, REUTER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 02 août 2011. Relation: EAC/2011/10433. Reçu soixante-quinze euros EUR. 75.- €

Le Receveur (signé): SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Pétange, le 12 août 2011.

Karine REUTER.

Référence de publication: 2011119638/136.

(110136249) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Aki-Immo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 97, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 115.411.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121282/10.

(110140009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Esther Nine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.881.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg en date du 17 août 2011

L'Assemblée a décidé de réélire Mr. René DEMOULIN, né le 28 octobre 1952 à Rachecourt (Belgique), résidant professionnellement 36, Rue Gabriel Lippmann, L-1943 Luxembourg, et Mr. Owen Francis LYNCH, né le 16 mai 1959 à Louth, Irlande, résidant professionnellement 3^{ème} étage, 2 Hill Street, St Helier, Jersey, JE4 8RY, en tant que Gérants de la société. Le terme de leur mandat sera d'une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18/08/2011.

Pour la société

ESTHER NINE SARL.

Référence de publication: 2011121872/16.

(110140422) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2011.

Fulcrum Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 121.923.

Extrait des résolutions de l'Assemblée Générale de la Société du 20 AVRIL 2011:

Il a été décidé de nommer les administrateurs suivants pour une période d'un an se terminant avec la prochaine assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2012:

- M. William JONES, Président et Administrateur;
- M. Joseph DAVIDSON, Administrateur;
- M. Mark HUCKER, Administrateur.

Ainsi, le Conseil d'Administration de la société est composé comme suit, pour une période d'un an prenant fin avec la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires qui se tiendra en 2012:

- M. William JONES, Président et Administrateur;
- M. Joseph DAVIDSON, Administrateur;
- M. Mark HUCKER, Administrateur.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer comme Réviseur d'Entreprises Agréé, Ernst & Young S.A., pour une période d'un an prenant fin à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en 2012.

A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, le Conseil d'Administration est composé de:

Président du Conseil d'Administration:

- Monsieur William JONES, demeurant professionnellement au 24, rue Beaumont, L-1219 Luxembourg.

Administrateurs:

- Monsieur Joseph DAVIDSON, demeurant professionnellement au 6, Chesterfield Gardens, W1J 5BQ London, Royaume-Uni.
- Monsieur Mark HUCKER, demeurant à La Grande Rue, South House, JE3 3BD St. Mary - Jersey.

Le Réviseur d'Entreprises agréé est:

ERNST & YOUNG S.A., ayant son siège social au 7, Parc d'activité Syrdall, L-5365 Munsbach
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 août 2011.

BANQUE PRIVEE EDMOND DE ROTHSCHILD EUROPE

Société Anonyme

Katie AGNES / Claire Ingrid BERGE

Mandataire Principal / Fondé de Pouvoir

Référence de publication: 2011122134/35.

(110139357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2011.

Allwine S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8214 Mamer, 13, rue Belair.

R.C.S. Luxembourg B 127.843.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121283/10.

(110139516) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Arkha Architecture S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4430 Belvaux, 28, rue G.-D. Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 120.671.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121285/10.

(110140012) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Avaya Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 99, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 103.265.

Les comptes annuels au 30 septembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121287/9.

(110139650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Brandenburg Archie 15 Acquico 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2134 Luxembourg, 56, rue Charles Martel.

R.C.S. Luxembourg B 135.037.

—
Extrait des résolutions adoptées par l'actionnaire unique tenue en date du 14 juillet 2011:

1. la démission du Gérant de classe A, Mark Andrew Woodall, avec adresse à A Vontade, Les Quatre Vents GY4 6SS ST Martin's - Guernesey, a été acceptée avec effet au 14 juillet 2011;

2. la nomination du Gérant de classe A, Philip Le Roux, avec adresse à 375 East Lupine Drive, Aspen, 81811 Colorado - Etats Unis d'Amérique, a été acceptée avec effet au 14 juillet 2011 et ce, pour une période indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011121290/15.

(110139455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Beltxnea S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 77.297.

—
Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BELTXNEA S.A.

Référence de publication: 2011121303/10.

(110140061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Brederode International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 32, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 99.271.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121299/9.

(110140004) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

BERF Luxco 1, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 14.000,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.

R.C.S. Luxembourg B 160.384.

—
Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121304/11.

(110139531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

BITS S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6726 Grevenmacher, 9, Op Flohr.

R.C.S. Luxembourg B 144.401.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2011121307/11.

(110140028) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

COPARGI S.A. (Compagnie de Participations et de Gestion Immobilière S.A.), Société Anonyme.

Siège social: L-4831 Rodange, 146, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 71.913.

—
EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue le lundi 28 juin 2010 à Rodange que:

Les mandats des administrateurs ont été reconduits. Occupent les fonctions d'administrateurs à l'issue de cette assemblée générale:

- Monsieur Salvatore Calderaro, employé privé, né le 9 janvier 1956 à Caccamo (I), demeurant au 130B, rue de Lorraine, F-54400 Cosnes et Romain;

- Monsieur Jean-Christophe Calderaro, employé privé, né le 19 février 1972 à Pétange, demeurant au 1, Chemin des Ecrevisses, B-6717 Tattert; et

- Madame Lydie Cheine, sans profession, née le 24 janvier 1947 à Pétange, demeurant au 45, rue Beau Séjour, B-6780 Longeau.

Suite à la démission de Madame Antoinette Genon, Madame Aneliya Vassileva Ninova, née le 3 juillet 1971 à Lovetch (BG), demeurant au 1, Chemin des Ecrevisses, B-6717 Tattert a été appelée à la fonction de commissaire aux comptes.

Ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire 2016.

Rodange, le 28 juin 2010.

Jean-Christophe Calderaro
Administrateur-délégué

Référence de publication: 2011122123/23.

(110139389) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2011.

UBP Mena, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 18, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 143.117.

In the year two thousand and eleven on the 11th day of the month of August.

Before Maître Blanche MOUTRIER, notary, residing in Esch-sur-Alzette,

was held an extraordinary general meeting of shareholders (the "Meeting") of UBP MENA (the "Company"), an investment company with variable capital qualifying as a specialised investment fund pursuant to the law of 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 18, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg and incorporated under the form of a société anonyme on 20 November 2008 by a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2910 of 5 December 2008 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés of Luxembourg under number B 143.117. The articles of incorporation were last amended on 6 October 2010 by a deed of Me Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2292 of 27 October 2010.

The Meeting was opened with Laetitia Chaniol, maître en droit, professionally residing in Luxembourg as chairman of the Meeting (the "Chairman").

The Chairman appointed as secretary Anne-Sophie Llitas, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The Meeting elected as scrutineer Jean-Claude Neu, maître en droit, professionally residing in Luxembourg.

The bureau of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the notary to state that:

I. The shareholders represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. As it appears from the said attendance list, all the three hundred and thirty-two thousand eight hundred and sixty-six (332,866) shares of the Company were represented at the Meeting and the shareholders declared that they had prior knowledge of the agenda so that the Meeting was regularly constituted and able to validly decide on all the items on the agenda.

III. The agenda on which resolutions shall be passed is as follows:

Full restatement of the articles of incorporation of the Company (the "Articles of Association") for the purpose of submitting the Company to Part I of the law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment (the "2010 Act"), whereas the amended article 3 of the Articles of Association regarding the purpose of the Company shall read as follows:

"The Company's sole purpose is to invest its funds in transferable securities, money market instruments and other assets authorised for investment by an undertaking for collective investment, in accordance with Part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (hereafter: the "2010 Act"), including the shares or units of other undertakings for collective investment, in order to diversify investment risk and enable shareholders to share in the profit derived from managing the portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transactions that it deems necessary to achieve and facilitate this objective in the widest sense, as permitted by the 2010 Act.",

and conversion of all the type IC shares in issue in the Company held by Majid Al Futtaim Trust LLC into Type IP shares and of all the type AC shares in issue in the Company held by Union Bancaire Privée, UBP SA into Type AP shares of the sub-fund UBP MENA - Equity.

After deliberations, the Meeting unanimously takes the following resolution:

Sole resolution

The Meeting resolves to fully restate the Articles of Association, including Article 3 as further detailed below, in order to submit the Company to the 2010 Act and to convert all the type IC shares in issue in the Company held by Majid Al Futtaim Trust LLC into Type IP shares and of all the Type AC shares in issue in the Company held by Union Bancaire Privée, UBP SA into Type AP shares of the sub-fund UBP MENA - Equity. In accordance with article 26(2) of the Luxembourg law dated 17 December 2010 these Articles of Association will solely exist in English and will not be translated into French. The Articles of Association shall read as follows:

Art. 1. There exists among the subscribers and all those who may become shareholders a company, in the form of a public limited company (société anonyme) under the legal framework of a multi-sub-fund variable capital investment company ("SICAV"), known as "UBP MENA" (hereafter the "Company").

Art. 2. The Company is incorporated for an unlimited period. It may be dissolved by resolution of the general meeting of shareholders acting as when amending these Articles of Association, as provided for in Article 29 below.

Art. 3. The Company's sole purpose is to invest its funds in transferable securities, money market instruments and other assets authorised for investment by an undertaking for collective investment, in accordance with Part I of the Law of 17 December 2010 relating to undertakings for collective investment, as amended (hereafter: the "2010 Act"), including the shares or units of other undertakings for collective investment, in order to diversify investment risk and enable shareholders to share in the profit derived from managing the portfolio.

The Company may take any measures and carry out any transactions that it deems necessary to achieve and facilitate this objective in the widest sense, as permitted by the 2010 Act.

Art. 4. The Company's registered office is in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may establish, by simple resolution of its board of directors (the "Board of Directors"), branches and offices both in the Grand-Duchy of Luxembourg and abroad.

If and to the extent permitted by law, the Board of Directors may decide to transfer the registered office of the Company to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg.

Should the Board of Directors determine that exceptional circumstances of a political, economic or social nature capable of compromising normal activity at the registered office, or communication between the registered office and abroad, have arisen or are about to arise, it may temporarily transfer the registered office to another country until circumstances have fully returned to normal; this temporary measure shall have no effect on the Company's nationality, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, shall remain that of the Grand-Duchy of Luxembourg.

Art. 5. The Company's capital comprises shares without nominal value and shall at all times be equal to the Company's aggregate net assets as defined in Article 23 of these Articles of Association.

The Company's minimum capital requirement is EUR 1,250,000.00.

The Board of Directors is authorised at any time to issue fully paid-up shares in accordance with Article 24 of these Articles of Association, at a price based on the respective net asset value or net asset values per share, as determined under Article 23 of these Articles of Association, without according existing shareholders any preferential subscription rights. The Board of Directors may delegate the responsibility of accepting subscriptions for these shares to any director or senior manager of the Company or any other person.

These shares may belong, according to the choice of the Board of Directors, to different sub-funds (the "sub-funds"). The proceeds from the issue of shares in each sub-fund shall be invested, in accordance with Article 3 of these Articles of Association, in securities, money market instruments or other eligible assets corresponding to, including but not necessarily limited to, geographical regions, industrial sectors or currency zones to be determined by the Board of Directors for each sub-fund. The Board of Directors is empowered, for each sub-fund, to create different types of shares ("types of share") whose assets will be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the sub-fund concerned but which may be characterised by their distribution policy (distribution shares, capitalisation shares), com-

mission level or any other characteristic to be determined by the Board of Directors. Within each type of shares, different classes of shares may be created characterised by their reference currency.

The assets of a specific sub-fund are liable only in respect of the debts, commitments and obligations concerning that sub-fund.

To determine the Company's capital, the net assets corresponding to each type of share in each sub-fund shall, if not already expressed in United States Dollars ("USD"), be converted into USD, the capital being equal to the aggregate net assets of all sub-funds.

Art. 6. Shares may be issued in either registered or bearer form, as further disclosed in the sale documents of the Company. No share is physically issued. Any share may be issued in the form of a fractional share. Fractions of shares shall represent a part of the net assets and shall entitle the holder to a pro rata portion of the dividend that the Company may decide to distribute, as well as the proceeds in case of liquidation of the Company. Fractions of shares do not carry voting rights.

A holder of bearer shares who requests conversion of his/her certificates into certificates of a different form or into registered shares shall bear the cost of any such exchange. Similarly, the cost of any conversion of registered shares into bearer shares shall be borne by the holder of the registered shares.

If a holder of registered shares does not wish to receive certificates, he/she shall be sent confirmation of his/her registration as a shareholder. A holder of registered shares who requests that more than one certificate be issued for his/her shares may be charged for the cost of the additional certificates. Certificates will be signed by two directors. The two signatures may be handwritten, printed or affixed via stamp. One of the signatures may be affixed by a person delegated with this task by the Board of Directors; if this is the case, it must be handwritten. The Company may issue temporary certificates in forms to be determined by the Board of Directors.

Shares will not be issued unless subscription has been accepted. Final share certificates shall be sent to subscribers without delay, as soon as payment has been received in accordance with Article 24 of these Articles of Association.

Payments of dividends relating to registered shares shall be remitted to the address held in the share register, and those relating to dematerialised bearer shares shall be remitted to the address of the depository with which the shares are registered.

All dematerialised bearer shares issued by the Company shall be entered in the share register held by the Company or by one or more persons appointed to do so by the Company. The record must indicate the name of the depository with which the shares are registered, the depository's elected domicile, as indicated to the Company, the number, sub-fund and type of shares held and the sum paid for each of these shares. All transfers of dematerialised bearer shares shall be recorded in the share register, with the record being signed by one or more senior managers or authorised representatives of the Company or by one or more other persons appointed to do so by the Board of Directors.

Shares shall be deemed to have been transferred (a) in the event that certificates have been issued, when, after receipt of the certificates representing the shares together with all other transfer documents required by the Company, the Company has recorded the transfer to be made, or (b) in the event that no certificates have been issued, when a written declaration of transfer has been entered in the share register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their agents.

Shareholders wishing to receive certificates for their registered shares, if any issued by the Company, shall provide the Company with an address to which all correspondence and information may be sent. This address shall also be recorded in the share register.

Should a shareholder fail to provide an address, the Company may note this in the share register and the shareholder's address will be deemed to be the registered office of the Company or any other address as determined by the Company, until such time as the shareholder provides a different address. Shareholders may change the address recorded in the share register at any time by sending written confirmation to the registered office of the Company or to any other address as determined by the Company.

Art. 7. If a shareholder can provide proof to the Company that his/her share certificate has been lost, damaged or destroyed, a duplicate may be issued upon request, in accordance with legal requirements and any conditions laid down by the Company, without prejudice to any form of guarantee the Company may require. The original certificate shall cease to have any value as soon as the new certificate, which shall indicate that it is a duplicate, has been issued.

If it so chooses, the Company may charge to the shareholder the cost of the duplicate or new certificate, plus all justifiable expenses incurred by the Company in connection with issuing this certificate and recording it in the register or with destroying the original certificate.

The Company will only recognise one shareholder per share. If there are several shareholders per share, only the address of the first named will be recorded, and all correspondence will be sent only to that address.

Art. 8. The Company may restrict or prohibit ownership of shares by any person, firm or corporate entity, including but not limited to any "United States Person" as defined below, or by any person holding or owning shares in breach of laws or regulations, or in circumstances which have, or could have, negative fiscal implications for the Company or its

shareholders, or which could be contrary to the Company's interests in some other way (a "Prohibited Person"), and, to that end, the Company may:

a) Refuse to issue shares or register any share transfer where it considers such issue or registration would or could result in the direct or indirect ownership of such shares by a United States Person or a Prohibited Person.

b) Require, at any time, any person whose name is entered in the share register or any person wishing to record a share transfer in the share register to produce any information the Company may consider necessary to determine whether or not the direct or indirect ownership of shares by that person would constitute ownership by a United States Person or a Prohibited Person.

c) Where the Company considers that a United States Person or a Prohibited Person, either singly or jointly with any other person, owns shares in the Company either directly or indirectly, it may undertake the compulsory purchase of all shares held by that shareholder in the following manner:

(i) The Company will issue a notice (hereafter the "Repurchase Notice") to the shareholder holding such shares or entered in the share register as the owner of the shares to be repurchased, indicating the shares to be repurchased, the repurchase price and the place where the repurchase price of those shares will be paid. This Repurchase Notice may be sent by registered letter to the shareholder at the shareholder's last known address, or to the last address recorded in the Company's share register. The shareholder concerned will be required to return the certificate or certificates representing the shares referred to in the Repurchase Notice to the Company without delay. Immediately after close of business on the date set out in the Repurchase Notice, the shareholder concerned will cease to own the shares referred to in the Repurchase Notice, the shares shall be cancelled, and his, her or its name will be deleted from the share register; however, the shares represented by these certificates may also continue to exist and may be held by the Company on a treasury account within the conditions set forth by Luxembourg laws.

(ii) The purchase price for the shares referred to in the Repurchase Notice (hereafter: the "Repurchase Price") will be equal to the net asset value per share, calculated in accordance with Article 23 hereunder.

(iii) Payment of the Repurchase Price will be made to the owner of the shares in the currency of the sub-fund concerned, except during periods when the convertibility of that currency is restricted, and will be deposited by the Company in a bank in Luxembourg or elsewhere (as indicated in the Repurchase Notice) to be paid to the owner against delivery of the certificate(s) representing the share(s) described in the Repurchase Notice. After deposit of the Repurchase Price, no person with rights over the shares described in the Repurchase Notice will have any further rights over such shares and may not make any claim against the Company or its assets on the basis of the shares concerned, save the right of the owner of the shares in question to receive the Repurchase Price (without interest) from the bank, against delivery of the certificate(s) for the shares as described above.

(iv) The Company's exercise of the powers conferred by this Article may not under any circumstances be called into question or invalidated on the grounds that there is insufficient proof of a person's ownership of such shares or that the true ownership of the shares was different from that which the Company believed it to be when the Repurchase Notice was issued, provided, in all cases, that the Company has exercised its powers in absolute good faith.

(d) The Company may refuse to recognise the vote of a United States Person or Prohibited Person at any general meeting of shareholders of the Company.

If a person becomes aware that he, she or it owns or holds shares in breach of this Article, he, she or it must inform the Company in writing.

When used in these Articles of Association, the term "United States Person" will apply to any resident or citizen of the United States of America, any association organised or existing under the laws of a State, territory or possession of the United States of America, any company organised under the laws of the United States of America or one of its States, territories or possessions, and any deceased estates or trusts, except for deceased estates or trusts whose income from sources outside the United States of America is not required to be included within gross income for the purpose of determining US income tax payable by those deceased estates or trusts.

If it appears that a shareholder of a type of shares reserved for Institutional Investors (as referred to in article 174(2) of the 2010 Act) is not an Institutional Investor, the Company may either repurchase the shares in question in accordance with the provisions set forth hereabove or convert them, notwithstanding the provisions of Article 21 hereunder, into shares of a type not restricted to Institutional Investors (if such a type exists with similar characteristics). The Company must notify the shareholder concerned of this conversion.

Art. 9. The regularly constituted meeting of the Company's shareholders represents all its shareholders. Resolutions passed at such a meeting are binding on all the Company's shareholders, irrespective of the type of shares they hold. The meeting has all the necessary powers to draw up, have drawn up or ratify all deeds relating to the Company's business.

In the case, however, of decisions to be taken concerning only the particular rights of shareholders of one sub-fund, such decisions must be taken by a meeting representing the shareholders of the sub-fund concerned.

Art. 10. The annual general meeting of shareholders shall take place under Luxembourg law at the Company's registered office in Luxembourg, or at any other location in Luxembourg stipulated in the notice convening the meeting, on the third Tuesday of April at 4 p.m. If this day is a legal or bank holiday, the annual general meeting shall take place on

the following business day. The annual general meeting may be held abroad if the Board of Directors, in its sole judgement, deems this necessary as a result of exceptional circumstances.

If permitted by and at the conditions set forth in Luxembourg laws and regulations, the annual general meeting of shareholders may be held at another date, time or place than those set forth in the preceding paragraph, which date, time or place are to be decided by the Board of Directors.

Other general meetings of shareholders may be held at the time and place stated in the notices convening the meetings.

Art. 11. Notices convening meetings of shareholders of the Company and the meetings themselves are governed by the relevant legal provisions.

Each share, regardless of its type or the sub-fund to which it belongs, and regardless of the net asset value per share of this type or sub-fund, carries one voting right, unless otherwise provided for in these Articles of Association or applicable laws. Any shareholder may nominate by letter, telefax or other similar means of communication capable of evidencing such nomination, another person to act as his/her proxy at shareholder meetings.

Unless otherwise provided for in law or these Articles of Association, resolutions of the general meeting will be passed by a simple majority of the voting shareholders attending the meeting.

The Board of Directors may set any other conditions that the shareholders are required to fulfil to take part in the General Meeting.

Art. 12. A meeting of shareholders shall be convened by the Board of Directors by means of a notice setting out the agenda, sent at least eight days before the meeting to every shareholder at the address entered in the share register.

If required by law, the notice shall also be published in the *Mémorial Recueil des Sociétés et Associations* of Luxembourg, in a Luxembourg newspaper and in any other newspapers the Board of Directors may choose.

The notice of any general meeting of shareholders may specify that the quorum and the majority applicable for this general meeting will be determined by reference to the shares issued and in circulation at a certain date and time preceding the general meeting (the "Record Date"), whereas the right of a shareholder to participate at a general meeting of shareholders and to exercise the voting right attached to his/its/her shares will be determined by the reference to the shares held by this shareholder as at the Record Date.

Art. 13. The Company shall be managed by a Board of Directors comprising at least three members; the members of the Board of Directors are not required to be shareholders of the Company. The directors shall be elected by the annual general meeting for a maximum term of six years and until their successors have been elected; nevertheless, a director may be dismissed with or without reason and/or replaced at any time by resolution of the shareholders.

If a director's position becomes vacant following death, resignation or other event, a meeting of the remaining directors may elect a director by a majority vote to temporarily fulfil the duties attaching to the vacant position until the next shareholder meeting.

Art. 14. The Board of Directors elects a chairman and may elect one or more vice-chairmen from amongst its members. It may also appoint a secretary, who is not required to be a director and will prepare the minutes to meetings of the Board of Directors and shareholder meetings. Meetings of the Board of Directors shall be convened by the chairman or two directors and shall take place at the location indicated in the notice convening the meeting.

The chairman will chair general meetings of shareholders and meetings of the Board of Directors; if the chairman is absent, the shareholders at the general meeting or the Board of Directors may appoint another director as chairman pro-tempore to chair such meetings by a majority vote of the shareholders or directors present or represented.

Written notice of all meetings of the Board of Directors shall be given to all directors at least eight days before the time set for the meeting, except in urgent cases, when the nature and reasons for this urgency shall be stated in the notice convening the meeting. Notice may be dispensed with if so agreed by all directors in writing, or by fax or other similar means of communication capable of evidencing such dispense of each director. A meeting of the Board of Directors taking place at a time and place set by prior resolution of the Board of Directors does not need to be specially convened.

Each director may nominate another director to act as his/her proxy in writing, or by fax or other similar means of communication capable of evidencing such proxy. The directors may also vote in writing, or by fax or other similar means of communication capable of evidencing such vote.

The directors are only empowered to act in the context of properly convened meetings of the Board of Directors. Directors do not have individual signing powers unless specifically granted by a resolution of the Board of Directors.

Discussions and actions of the Board of Directors are only valid if at least a majority of directors is present or represented at a meeting. Decisions will be taken by a majority vote of the directors present or represented.

The directors acting unanimously by circular resolution, may express their consent on one or several separate instruments in writing or by fax or any other electronic means of communication evidencing such consent and by telephone provided in such latter event such vote is confirmed in writing. If necessary, the Board of Directors shall appoint the senior managers and authorised representatives of the Company whose duties shall be deemed necessary to satisfactorily conduct the Company's business. The Board of Directors may also, at any time, revoke such appointments. The senior managers and authorised representatives are not required to be directors or shareholders of the Company. Unless the

Articles of Association determine otherwise, the senior managers and authorised representatives shall have the powers and responsibilities assigned by the Board of Directors.

As further provided for in the sales documents of the Company, the Board of Directors has appointed two or more persons to conduct the business of the Company. Alternatively, the Company may also enter into a management agreement with a management company authorized under chapter 15 of the 2010 Act to supply the Company with investment management, administration and marketing services.

Art. 15. The minutes of meetings of the Board of Directors shall be signed by the chairman or the director who acted as chairman pro-tempore.

Copies or extracts of minutes that are to serve as evidence in court or elsewhere shall be signed by the chairman, or the secretary, or two directors.

Art. 16. The Board of Directors is empowered to set the Company's policies and strategies based on the principle of risk diversification and to determine the policies to be followed in the management and administration of the Company's affairs, within the framework of limits that the Board of Directors is required to set regularly under the terms of Part I of the 2010 Act.

Any sub-fund may, to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, invest in one or more other sub-fund(s).

The Board of Directors may decide that the Company shall invest (i) in transferable securities or money market instruments admitted to official list on a regulated market, as defined in article 41(1) a) of the 2010 Act, (ii) in transferable securities or money market instruments traded on another market in a Member State of the European Union that is regulated, operates properly and is recognised and open to the public, (iii) in transferable securities and money market instruments listed on an exchange in any other country of Eastern and Western Europe, Asia, Oceania, Australia, the Americas and Africa, or traded in another organised market in one of the countries referred to above, on condition that such market is regulated, operates properly, is recognised and is open to the public, (iv) in recent issues of transferable securities or money market instruments, on condition that the terms of issue stipulate that a request is to be made for admission to one of the exchanges or other organised markets referred to above and provided such listing is obtained within twelve months of the date of issue, and (v) in any other transferable securities, instruments or other assets within the limits of the restrictions set by the Board of Directors in accordance with the 2010 Act, and with regulations in force and as described in the Company's sales documents. The markets referred to under (i) to (iii) above are hereafter referred to as "Eligible Market".

The Board of Directors may decide to invest up to 100% of the assets of each sub-fund of the Company in different issues of negotiable securities and money market instruments issued or guaranteed by a Member State of the European Union, by its regional or local administrations, a non-European Union Member State as accepted by the Luxembourg supervisory authorities and as described in the Company's sales documentation, or by public international bodies to which one or more European Union Member States or any of the Member States of the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) belong, it being understood that if the Company wishes to avail itself of this provision, it must hold, in the name of the sub-fund concerned, stocks belonging to at least six different issues, with stocks belonging to a single issue not exceeding 30% of the total assets of the sub-fund concerned.

The Company's investments may be made directly or indirectly, as determined from time to time by the Board of Directors and to the extent permitted by the 2010 Act, via wholly owned subsidiaries established in any appropriate jurisdiction. Where the Company invests in the capital of a subsidiary operating solely for its benefit in the field of asset management, advisory services or distribution in the country where the subsidiary is located, in relation to the redemption of units at the request of unit holders, paragraphs (1) and (2) of article 48 of the 2010 Act shall not apply. Any reference herein to "investments" or "assets" will refer either to investments made and assets held directly or to investments made and assets held indirectly via subsidiary companies.

The Board of Directors may decide that the Company may invest in financial derivatives and similar instruments giving rise to settlement in cash and traded on a regulated market as defined in the 2010 Act, and/or in financial derivatives dealt over-the-counter on condition, inter alia, that the underlying instruments are those referred to in article 41 (1) of the 2010 Act, in financial indices, interest rates, exchange rates, currencies or other assets, in which the Company may invest under the terms of its investment aims, as set out in its sales documentation.

The Board of Directors may, at any time it deems appropriate and to the largest extent permitted by applicable Luxembourg laws and regulations, but in accordance with the provisions set forth in the sales documents of the Company, (i) create any sub-fund qualifying either as a feeder UCITS or as a master UCITS, (ii) convert any existing sub-fund into a feeder UCITS sub-fund or (iii) change the master UCITS of any of its feeder UCITS sub-fund.

The Board of Directors may decide that the investments of a sub-fund should be such that they replicate the makeup of an equity or bond index, on condition that the index concerned is recognised by the Luxembourg supervisory authority as being adequately diversified, that it is an appropriate benchmark for the market concerned and that it is suitably publicised.

The Company will not invest more than 10% of the assets of a sub-fund in undertakings for collective investment as defined in article 41 (1) (e) of the 2010 Act, except for sub-funds that incorporate the phrase "fund of funds" in their name or otherwise disclosed in the sales documents of the Company for a given sub-fund.

Art. 17. No contract or transaction concluded by the Company with other companies or firms will be affected or invalidated by the fact that one or more of the Company's directors, senior managers or authorised representatives has any type of interest in the other company or firm, or by the fact that they are directors, partners, senior managers, authorised representatives or employees of the other company. No director, senior manager or authorised representative of the Company who is a director, senior manager, authorised representative or employee of a company or firm with which the Company enters into contracts or has any other business relations shall thereby be deprived of the right to discuss, vote on or act in matters relating to such contracts or business relations.

If a director, senior manager or authorised representative should have a personal interest in any business matter of the Company, this director, senior manager or authorised representative shall inform the Board of Directors of his/her personal interest and shall not take part in the discussion or vote on such a business matter; the next meeting of shareholders must also receive a report on this business matter and the personal interest of the said director, senior manager or authorised representative. The preceding sentence does not apply to restrictions of the Board of Directors, concerning transactions made in the ordinary course of business of the Company which are entered into on an arm's length transaction.

The term "personal interest" used in the previous paragraph shall not apply to any relations or interest in any matter, decision or transaction concerning UNION BANCAIRE PRIVÉE GROUP and its affiliates or shareholders ("UBP Group"), the Custodian Bank or any other company or entity as the Board of Directors may from time to time decide, unless such personal interest is considered to be a conflicting interest by applicable laws and regulations.

Art. 18. The Company may reimburse any director, senior manager or authorised representative, or their heirs and executors, for any expenses reasonably incurred in connection with any action or lawsuit in which they have been involved in their capacity as director, senior manager or authorised representative of the Company, or for having been, at the Company's request, a director, senior manager or authorised representative of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he/she would not be reimbursed, provided he/she is not found guilty of gross negligence or bad management in connection with such action or lawsuit; in the case of a legal settlement, the Company will only reimburse the said expenses if it receives confirmation from its legal adviser that the director to be reimbursed has not breached his/her duties in such a manner. The right to reimbursement described above shall not exclude other individual rights to which these persons are entitled.

Art. 19. The Company shall be bound by the joint signatures of any two directors or by the single or joint signatures of one or more of its authorised representatives to which the Board of Directors has specifically delegated power of attorney.

Art. 20. The Company's operations and financial situation, especially the keeping of its accounts, shall be overseen by a réviseur d'entreprises agréé (approved statutory auditor). The approved statutory auditor shall, in general, comply with all the obligations set out in article 154 of the 2010 Act. The approved statutory auditor shall be appointed at the annual general meeting of shareholders for a maximum period of three years and until his/her successor has been elected.

The approved statutory auditor may be replaced at any time, with or without reason, by the general meeting of shareholders.

Art. 21. In accordance with the following terms and conditions, the Company is empowered at any time to redeem its own shares within the limits imposed by law.

Each shareholder is entitled to request the Company to redeem all or part of his/her shares. Before the redemption may be considered, the redemption request must be accompanied by the share certificate(s), if any, in due form and by the necessary documents for effecting the redemption. Payment will be made ten business days at the latest after the date on which the applicable net asset value was determined.

The redemption price shall be based on the net asset value of each type of share in the sub-fund in question, as determined in accordance with the provisions of Article 23 below, less the fees as stated in the sale documents. All redemption requests must be sent by the shareholder in writing to the Company's registered office in Luxembourg, or to any other person or legal entity nominated by the Company as agent for the redemption of shares. All redemption requests are irrevocable, unless calculation of the net asset value of the shares is suspended.

A shareholder may request conversion of all or part of his/her shares into shares of a different type in the same sub-fund or in a different sub-fund at a price based on the respective net asset values of the shares of the different types in this sub-fund, as determined on the same Valuation Day (as defined below), it being understood that the Board of Directors may impose restrictions regarding, inter alia, the frequency of conversion, and may require the shareholder to pay costs in an amount to be determined by the Board of Directors.

All conversion requests must be sent by the shareholder in writing to the Company's registered office in Luxembourg, or to any other person or legal entity nominated by the Company as agent for the conversion of shares. All conversion requests are irrevocable, unless calculation of the net asset value of the shares is suspended.

Art. 22. The net asset value of the Company's shares and the issue and redemption price of each type of share shall be determined for the shares in each sub-fund at intervals set by the Board of Directors, but, in any case, at least twice a month (the day on which the net asset value is determined is referred to in these Articles of Association as the "Valuation Day"), it being understood that, if such a Valuation Day falls on a non-business day in accordance with the definition of "Business Day" in the Company's sales documents, the Valuation Day will be the first Business Day following the non-business day.

The Company may suspend the process for determining the net asset value of the shares in one or more sub-funds, the issue and redemption of shares in such sub-fund(s) and the conversion of or into these shares:

- During any period in which one of the main securities exchanges or other markets, where a substantial portion of the Company's investment in a given sub-fund is quoted, is closed other than for a holiday, or during which transactions on it are restricted or suspended.

- During an emergency that prevents the Company from disposing of the assets of a given sub-fund in the normal way or valuing them correctly.

- During a breakdown of the communications network normally used for determining the price or value of investments of a given sub-fund or the current market price of the securities on a securities exchange.

- During any period in which the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or in which the transfer of funds involved in the sale or acquisition of investments or payments due upon redemption of these shares cannot be effected, in the opinion of the Directors, at a normal rate of exchange.

- If, for any reason whatsoever, the prices of one or more investments held by a sub-fund cannot be reasonably, quickly or accurately determined.

- In the event of the liquidation of the Company or a sub-fund, from the date when notice is given for the shareholders' meeting at which the resolution will be put forward for liquidating the Company or sub-fund.

- In the event of merger of the Company or a sub-fund, from the date when notice is given for the shareholders' meeting at which the resolution will be put forward for merging the Company or sub-fund, or of the decision of the Board of Directors to merge one or more sub-funds.

- When the master UCITS of a feeder UCITS sub-fund temporarily suspends the repurchase, redemption or subscription of its units, whether on its own initiative or at the request of its competent authorities.

Any such suspension shall be published by the Company and notified to shareholders requesting redemption or conversion of shares by the Company at the time such shareholders submit a definitive written request.

Such suspension affecting a given sub-fund shall have no effect on the calculation of the net asset value or the issue, redemption or conversion of shares in other sub-funds, whatever their type.

Art. 23. For each sub-fund or type of share in the Company, the net asset value of shares shall be expressed in the respective reference currency set by resolution of the Board of Directors. This net asset value shall be determined on each Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each sub-fund (such net assets being calculated as the assets of the Company corresponding to each sub-fund less the liabilities attributable to the same sub-fund) by the number of shares issued in this sub-fund. The resulting price will be rounded off as determined by the Board of Directors.

The assets of the various sub-funds shall be valued as follows:

A. The Company's assets shall comprise:

- a) All cash and deposits, including accrued interest.
- b) All drafts and bills payable on demand and accounts receivable, insofar as the Company can reasonably assess these (including proceeds from the sale of securities where payment has not yet been received).
- c) All securities, units, shares, bonds, warrants, options or subscription rights, units/shares in undertakings for collective investment and other investments or transferable securities owned by the Company.
- d) All financial instruments, such as options, financial futures and swaps.
- e) All dividends and other distributions to be received by the Company either in cash or securities. (The Company may adjust the value of these to reflect fluctuations in the market price of the transferable securities due to such practices as ex-dividend or ex-rights dealing.)
- f) All interest accrued on securities owned by the Company, except interest included in the principal of these securities.
- g) Company start-up expenses that have not been written off and can be directly deducted from the Company's capital.
- h) All other assets of any kind, including prepaid expenses.

These assets shall be valued as follows:

- 1) Cash and deposits, bills and notes payable on demand, accounts receivable, accrued expenses, dividends and interest announced or due but not yet received shall be valued at their nominal value, unless it appears unlikely that this value can be realised. In this last case, the Company shall deduct an amount to reflect what it considers to be the real value of these assets.

2) The valuation of any transferable security and/or money market instrument quoted on a stock exchange shall be based on the closing price of the day preceding the Valuation Day, unless such price is not representative.

3) The valuation of any transferable security and/or money market instrument dealt in another Eligible Market shall be valued at the latest available price on the day preceding the Valuation Day, unless such price is not representative.

4) Where transferable securities held in portfolio on the Valuation Day are not traded on an Eligible Market, or where the price as determined according to sub-paragraph 2) and/or 3) above in respect of transferable securities traded on another Eligible Market is not representative of the real value of these transferable securities, they shall be valued at their expected sale value as estimated prudently and in good faith.

5) The value of money market instruments that are not listed on a stock exchange or traded on another regulated market will be based on the nominal value plus any capitalised interest or based on the amortisation of costs.

6) Financial derivatives listed on a stock exchange or dealt in on another Eligible Market shall be valued at the closing price on the relevant stock exchanges or Eligible Market of the day preceding the Valuation Day.

7) The value of financial derivatives not listed on an exchange or dealt in on some other Eligible Market will be determined daily in a reliable manner and checked by a skilled professional appointed by the Company in accordance with market practice.

8) Shares or units of open-ended undertakings for collective investment will be valued at their net asset value available on the day preceding the Valuation Day, after deduction of any applicable commissions.

9) Where a valuation based on the aforesaid rules would be impracticable or inaccurate as a result of special circumstances, other generally accepted and verifiable valuation criteria shall be applied to arrive at an equitable value.

10) Where warranted by the interests of the Company or those of its shareholders (in particular to avoid the practice of market timing), the Board of Directors may take any other appropriate measures, such as applying a fair value method of valuation to adjust the value of the Company's assets, as described in greater detail in the Company's sales documentation.

B. The Company's liabilities shall be understood to mean:

a) All debts, bills and accounts payable, except for those owed to a subsidiary of the Company.

b) All administration fees, due or payable. These shall include operating expenses (notably, the various fees of the various parties involved, as provided for in the sales documents, and the remuneration of directors, senior managers and any other agents of the Company or of a management company, if applicable, as well as certain expenses paid to directors, the Custodian Bank and its correspondents, the Listing Agent, the Domiciliary Agent, Registrar and Transfer Agent, the Administrative Agent, the Independent Auditor, and the legal and tax advisers, as well as the cost of printing and distributing annual and semi-annual reports and the sales documents, publishing and marketing expenses, and the cost of obtaining ratings for the various sub-funds), bankers' fees related to the purchase of shares, brokerage fees, taxes payable by the Company, fees for registering and maintaining the registration of the Company with government authorities and the Company's stock exchange listing fees, as well as fees and expenses incurred through incorporating the Company, preparing and publishing the sales documents, printing the Company's share certificates and having the Company's shares listed on the Luxembourg Stock Exchange.

c) All known liabilities due or not due, including all contractual obligations that have fallen due and involve payments in either cash or kind, including dividends announced by the Company but not yet paid when the Valuation Day coincides with the day for determining who is or will be entitled to a dividend payment.

d) A reserve for tax accrued up to the Valuation Day, as determined by the Board of Directors, and other reserves authorised or approved by the Board of Directors.

e) All other liabilities of the Company, of any nature whatsoever, except liabilities that represent the Company's own resources. In assessing its liabilities, the Company may take into account administrative and other regular or occasional expenses by estimating them over a year or any other period and assigning them pro rata to the period under consideration.

C. The Directors shall assign a different pool of assets to each type of shares in each sub-fund, as follows:

a) Proceeds from the issue of shares of each sub-fund shall be allocated in the Company accounts to the pool of assets defined for that sub-fund. Any assets, liabilities, revenues and expenses relating to that sub-fund shall be allocated to the same pool of assets in accordance with the terms of this Article.

b) Where an asset is derived from another asset, it shall be allocated in the Company's books to the same pool of assets as the asset from which it is derived. Whenever such an asset is revalued, any rise or fall in its value shall be allocated to the pool of assets to which it belongs.

c) Where the Company incurs a liability in relation to a particular pool of assets or as a result of a transaction relating to a pool of assets, this liability shall be allocated to the pool of assets concerned.

d) Where an asset or liability of the Company cannot be allocated to any particular pool of assets, it shall be assigned across all pools of assets pro rata to the net value of each sub-fund, it being understood that assets relating to a specific sub-fund can only be used to meet debts and liabilities incurred by that same sub-fund.

e) Where dividends are paid to the holders of a particular type of shares, the net asset value represented by this type of shares shall be reduced by the total amount of dividends paid.

If there have been created, as more fully described in Article 5 hereof, within the same sub-fund two or several types, the allocation rules set out above will apply, mutatis mutandis, to such types.

D. For the purposes of this Article:

a) Company shares that are in the process of being redeemed, under the terms of Article 21 above, shall continue to be counted as shares outstanding until the close of the Valuation Day applied to the redemption of the said shares. After this date, they shall be considered a liability of the Company until the redemption payment is made.

b) All investments, cash balances or other Company assets that are not expressed in the currency of the sub-fund to which they belong shall be converted into the sub-fund's reference currency at the exchange rate applying on the day and at the time the net asset value of the shares is determined.

c) As far as possible, all sales or purchases of transferable securities that have been contracted by the Company shall be taken into account on the Valuation Day.

Art. 24. Shares offered by the Company for subscription shall be priced and issued based on the net asset value as defined in these Articles of Association for the type of shares in the sub-fund concerned, plus fees as stated in the sale documents. The price so obtained shall be rounded down to the third decimal place in the currency of the sub-fund or type of share concerned. Any remuneration to agents involved in the placement of shares shall be paid out of this fee. The price determined shall be payable five working days at the latest after the date on which the applicable net asset value has been determined.

The price per share may also be increased by such dealing charges to cover expenses of the issue and investment expenses as the Board of Directors will determine, such premium not to exceed 2% of the applicable net asset value plus such sale commission as the sales documents may provide.

Art. 25. The Company's financial year shall run from 1 January to 31 December. Its accounts shall be expressed in USD. Where there are different sub-funds, as provided for in Article 5 of these Articles of Association, if the accounts of any sub-funds are expressed in different currencies they shall be converted into USD before inclusion in the Company's accounts.

Art. 26. Shareholders shall decide at the general meeting of shareholders, on the proposal of the Board of Directors, how to allocate the net annual income from investment for each sub-fund. Net income from investment may be distributed independently of any realised or unrealised capital gains or losses. Dividends may also include a distribution of capital, provided that this will not reduce the Company's net assets to below the minimum capital requirement indicated in Article 5 of these Articles of Association. The type of distribution (capital or income) must be declared.

All resolutions passed at the general meeting of shareholders governing the distribution of dividends on a sub-fund's shares must be approved in advance by the shareholders of the sub-fund, by the same voting majority as indicated in Article 11.

Interim dividends may be paid on the shares of a sub-fund by resolution of the Board of Directors.

Dividends may be paid in the currency of the type concerned or in any other currency designated by the Board of Directors, at a time and place decided by the Board of Directors. The Board of Directors may freely determine the applicable exchange rate for converting dividends into the payment currency.

Any announced dividend that remains unclaimed by the beneficiary for five years after being allocated is forfeited and reverts to the Company. The Company shall pay no interest on any dividend announced and held by the Company for collection by the beneficiary.

Art. 27. The Company shall sign an Investment Adviser Agreement with an entity of the UBP Group, which shall then advise and assist the Company in its investments under the terms of the said Agreement.

Art. 28. Termination:

In the event of dissolution, the shareholders, at the same general meeting where they have resolved to dissolve the Company, shall appoint one or more liquidators (which may be individuals or legal entities represented by a physical person) to carry out the liquidation, and shall set their powers and remuneration. The net proceeds of the liquidation of each sub-fund shall be divided up and allocated by the liquidators to the shareholders of each sub-fund in proportion to the number of shares held in the sub-fund.

The Board of Directors of the Company may decide at any time to close a sub-fund under the following circumstances:

- If the net assets of the sub-fund or sub-funds concerned are below EUR 10 million (or equivalent in another currency).
- If the economic and/or political environment was to change.
- If, for financial and commercial reasons, the Board of Directors of the Company considers it in the general best interests of the shareholders to liquidate the sub-fund.

The decision to liquidate must be announced according to the applicable laws and regulations. The announcement must give reasons for and the terms of the liquidation procedure.

Unless decided otherwise by the Board of Directors, the Company may continue to redeem the shares of the sub-fund to be liquidated until the decision to liquidate has been put into effect, provided that equal treatment between shareholders can be ensured. To that extent, the Company must base these redemptions on the net asset value, which shall take into account liquidation costs but not redemption fees or any other costs. Start-up costs must be completely written off as soon as it is resolved to liquidate the sub-fund.

As a general rule, the liquidation shall be closed within a period of nine (9) months from the date of liquidation. However, and subject to regulatory approval, this period of liquidation may be extended. Any outstanding amount of the liquidation income that shall not have been distributed before such closure will be deposited with the "Caisse de Consignation" and held at the disposal of the rightful shareholders until the end of the period of limitation (prescription).

Mergers:

The Board of Directors may decide to allocate the assets of any sub-fund to those of another existing sub-fund within the Company (the "new Sub-Fund") and to redesignate the shares of the type or types of shares concerned as shares of the new Sub-Fund (following a split or consolidation, if necessary, and the payment of the amount corresponding to any fractional entitlement to shareholders). The Board of Directors may also decide to allocate the assets of any sub-fund to another undertaking for collective investment organized under the provisions of Part I of the 2010 Act or under the legislation of a member state of the European Union, or of the European Economic Area, implementing Directive 2009/65/EC or to a sub-fund within such other undertaking for collective investment.

The mergers will be undertaken within the framework of the 2010 Act.

Any merger shall be decided by the Board of Directors unless the Board of Directors decides to submit the decision for a merger to a meeting of shareholders of the sub-fund concerned. No quorum is required for such a meeting and decisions are taken by a simple majority of the votes cast. In case of a merger of a sub-fund where, as a result, the Company ceases to exist, the merger shall be decided by a meeting of shareholders resolving in accordance with the quorum and majority requirements for changing these Articles of Association as further provided under Article 29 hereof.

Consolidation / Split of classes of shares and type of shares:

The Board of Directors may also decide to consolidate or split classes of shares in any type of shares or split or consolidate different types of shares within a sub-fund. Such decision will be published in the same manner as described in the second paragraph of this Article and in accordance with applicable laws and regulations.

Split of sub-funds:

Under the same circumstances as provided in the second paragraph of this Article, the Board of Directors may decide the reorganisation of a sub-fund, by means of a division into two or more sub-funds. Such decision will be published in accordance with applicable laws and regulations. Such publication will normally be made one month before the date on which the reorganisation becomes effective in order to enable the shareholders to request redemption of their shares, free of charge, before the operation involving division into two or more sub-funds becomes effective.

Art. 29. These Articles of Association may be amended at the appropriate time and place by resolution at a general meeting of shareholders, subject to the quorum and voting requirements of Luxembourg law. Unless otherwise provided in these Articles of Association, any amendment affecting the rights of shareholders in a sub-fund or type of share relative to those of other sub-funds or types of share shall be subject to the quorum and voting requirements of Luxembourg law within the affected sub-fund or type of share.

Art. 30. For all issues that are not covered by these Articles of Association, the parties submit themselves to the provisions of the Law of 10 August 1915 on commercial companies and its subsequent amending laws, and to the 2010 Act on undertakings for collective investment.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at € 1,500.-.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg on the day aforementioned. The document having been read to the Meeting, the members of the board of the Meeting, all of whom are known to the notary by their names, surnames, civil status and residences, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder being present and expressing therefore the wish to sign.

Signé: L.Chaniol, A.-S.Llitas, J.-C.Neu, Moutrier Blanche

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 12 août 2011. Relation: EAC/2011/11078. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): A.Santioni.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 16 août 2011.

Référence de publication: 2011116699/602.

(110133596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 août 2011.

BMI Conseils s.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-3444 Dudelange, 9, rue Hubert Clement.
R.C.S. Luxembourg B 152.087.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121308/10.

(110139483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

**Brand Trading Company S.A., Société Anonyme,
(anc. Sunreef Yachts S.A.).**

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 90.740.

Les statuts coordonnés suivant l'acte n° 62260 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121309/11.

(110139649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Centre de Recherche Public Henri Tudor, Etablissement Public.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 29, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg J 38.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121316/9.

(110140001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Havana Club Know-How S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 4.560.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 5, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 97.142.

Le bilan de la société au 31/12/2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2011121401/13.

(110139685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Chesapeake Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 560.001,00.**

Siège social: L-2311 Luxembourg, 53, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 142.874.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121318/11.

(110139507) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Compagnie de l'Ours S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 79.539.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121322/9.

(110139879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Consortium 1 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 2.423.526,00.

Siège social: L-1628 Luxembourg, 1, rue des Glacis.
R.C.S. Luxembourg B 136.129.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121323/11.

(110139524) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Flexis S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.
R.C.S. Luxembourg B 144.805.

Extrait des résolutions adoptées lors de l'assemblée générale annuelle du 19 juillet 2011:

- Le mandat de Mons Rolf Caspers de 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de Mons Rolf Caspers prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

- Le mandat de Mme Heike Kubica de 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de Mme Heike Kubica prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

- Le mandat de Mme Anja Lakoudi de 2, Boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg, administrateur de la société, est renouvelé.

- Le nouveau mandat de Mme Anja Lakoudi prendra fin lors de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012 statuant sur les comptes annuels de 2011.

Luxembourg, le 23 août 2011.

Pour le conseil d'administration

Signatures

Référence de publication: 2011122132/23.

(110139362) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2011.

Orion III European 15 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2310 Luxembourg, 6, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 162.989.

STATUTES

In the year two thousand and eleven, on the tenth day of August.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared the following:

ORION MASTER III LUXEMBOURG S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a corporate capital of forty-two thousand seven hundred fifty euro (EUR 42,750.-), with registered office at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorpo-

rated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg, dated 4 August 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2162 dated 5 September 2008 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 140.853 (the "Shareholder"). The articles of incorporation of the Shareholder have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary dated 20 July 2011, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

represented by Mr Cédric Bless, attorney-at-law, residing in Luxembourg,
by virtue of a proxy given in Luxembourg on 28 July 2011.

The above mentioned proxy, signed by the appearing person and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the above stated capacities, has drawn up the following articles of incorporation of a limited liability company:

Chapter I. Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. Form, Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of the shares hereafter created a company (the "Company") in the form of a société à responsabilité limitée which will be governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and by the present articles (the "Articles of Incorporation").

The Company will exist under the name of "Orion III European 15 S.à r.l."

Art. 2. Registered Office. The registered office is established in Luxembourg.

It may be transferred to any other place within the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the general meeting of shareholders.

In the event that extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by one of the bodies or persons entrusted with the daily management of the Company.

Art. 3. Object. The object of the Company is (i) the acquisition and holding of interests in any kind or form in Luxembourg and/or in foreign undertakings, (ii) the administration, development and management of such interests as well as (iii) the direct and/or indirect financial assistance to such undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies.

The Company may also acquire, hold, develop and/or sell, directly or indirectly (either through branches or subsidiaries located in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, as the case may be), real estate/assets of whatever nature located either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad.

The Company may further and in particular (i) acquire by way of subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other equity securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private issuer whatsoever; (ii) exercise all rights whatsoever attached to these securities and financial instruments; (iii) grant any direct and/or indirect financial assistance whatsoever to the undertakings in which it holds a participation or which are members of its group of companies, in particular by granting loans, facilities or guarantees in any form and for any term whatsoever and provide them any advice and assistance in any form whatsoever; (iv) make loans in any form whatsoever and/or privately issue any debt instruments in any form whatsoever and (v) carry out any transactions whatsoever, whether commercial, industrial or financial, with respect to movables or immovables, which are directly or indirectly connected with its object.

Art. 4. Duration. The Company is formed for an unlimited duration.

The Company may be dissolved at any time pursuant to a resolution of the meeting of shareholders resolving in conformity with the provisions of the law.

Chapter II. Capital, Shares

Art. 5. Corporate Capital. The issued share capital of the Company is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) divided into twelve thousand five hundred (12,500) shares with a nominal value of one euro (EUR 1.-) each.

In addition to the corporate capital, there may be set up a premium account into which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may redeem from its shareholders, to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholders or to allocate funds to the legal reserve.

Art. 6. Shares. Each share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Company and to one vote at the general meetings of shareholders. Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles of Incorporation of the Company and the resolutions of the single shareholder or the general meeting of shareholders.

Each share is indivisible as far as the Company is concerned.

Co-owners of shares must be represented towards the Company by a common attorney-in-fact, whether appointed amongst them or not.

The single shareholder may freely transfer its shares when the Company is composed of a single shareholder. The shares may be transferred freely amongst shareholders when the Company is composed of several shareholders. The shares may be transferred to non-shareholders only with the authorisation of the general meeting of shareholders representing at least three quarters of the capital.

The transfer of shares must be evidenced by a notarial deed or by a deed under private seal. Any such transfer is not binding upon the Company and upon third parties unless duly notified to the Company or accepted by the Company, in pursuance of article 1690 of the Civil Code.

The Company may redeem its own shares in accordance with the provisions of the law.

Art. 7. Increase and Reduction of capital. The issued capital of the Company may be increased or reduced once or several times by a resolution of the single shareholder or by a resolution of the shareholders voting with the quorum and majority rules set by these Articles of Incorporation or, as the case may be, by the law for any amendment of these Articles of Incorporation.

Chapter III. Board of managers

Art. 8. Management. The Company is managed by one (1) or several managers, shareholders or not, appointed by the general meeting of shareholders for an unlimited period of time.

Retiring managers are eligible for re-election. Managers may be removed with or without cause at any time by a decision of the shareholders at a simple majority.

If two (2) managers are appointed, they shall jointly manage the Company.

If more than two (2) managers are appointed, they shall form a board of managers.

The board of managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place will be taken by one of the managers present at the meeting.

The board of managers may elect a secretary of the Company and such other officers as it shall see fit.

None of these appointees need to be members of the board of managers.

Art. 9. Meetings of the board of managers. Meetings of the board of managers are called by the chairman or two (2) members of the board.

The meetings are held at the place, the day and the hour specified in the notice convening it.

The board of managers may only proceed to business if a majority of its members are present or represented.

One (1) or more managers may participate in a board meeting by means of a conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting.

Managers unable to be present or deemed present at a meeting may delegate by letter or by fax another member of the board to represent them and to vote in their name. Managers unable to be present may also cast their votes by letter, by fax or by telegram.

Decisions of the board are taken by an absolute majority of the votes cast.

Where the number of votes cast for and against a resolution is equal, the chairman has a casting vote.

A manager having an interest contrary to that of the Company, in a matter submitted for the approval of the board, shall be obliged to inform the board thereof and to have his declaration recorded in the minutes of the meeting. He may not take part in the relevant proceedings of the board.

At the next general meeting of the shareholders, before votes are taken on any other matter, the shareholders shall be informed of the cases in which a manager has an interest contrary to that of the Company. In the event of a member of the board of managers having to abstain due to a conflict of interest, resolutions passed by the majority of the other members of the board present or represented at such meeting and voting will be deemed valid.

In case of urgency, resolutions signed by all the managers shall be as valid and effective as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or multiple copies of an identical resolution.

All decisions adopted by the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting and by the secretary (if any). Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts are signed by the chairman or any two (2) members of the board of managers.

Art. 10. Powers of the board of managers. The board of managers is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest. All powers not expressly reserved by law or by the present Articles of Incorporation to the general meeting fall within the competence of the board of managers.

The board of managers may with the prior approval of the general meeting of shareholders entrust the day-to-day management of the Company's business to one (1) of its members appointed managing manager.

The board may further delegate specific powers to managers or other officers.

It may appoint agents with definite powers, and revoke such appointments at any time.

Without prejudice to the foregoing powers, all acts binding the Company and all powers and mandates must be signed by any two (2) managers or by any person(s) to whom signatory authority has been delegated by the board of managers.

Any litigation, whether as plaintiff or as defendant, shall be conducted by the board of managers in the Company's name. All writs or judicial acts are validly issued in the name of the Company alone.

Art. 11. Indemnity of managers. The Company shall indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company, or, at the request of the Company, of any other Company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

Chapter IV. Shareholders resolutions

Art. 12. Powers of the Shareholders. Any regularly constituted meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders. It has the powers conferred upon it by law. Decisions by the shareholders may be adopted by written resolutions signed by all the shareholders.

Art. 13. General Meetings, Adoption of Resolutions. General meetings are convened by the board of managers at such place and with such agenda as determined by the board of managers. General meetings may be held abroad if, in the judgement of the board of managers, which is final, circumstances of force majeure so require. The shareholders may as well adopt resolutions in writing.

Art. 14. Procedure, Vote. A shareholder may act at any meeting of the shareholders by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex as his proxy another person who need not be a shareholder. Except as otherwise required by law, resolutions will be taken by a simple majority of votes irrespective of the number of shares represented. Copies or extracts of the minutes of the meeting to be produced in judicial proceedings or otherwise will be signed by anyone manager of the Company.

Chapter V. Financial year, Distribution of profits

Art. 15. Financial Year. The Company's financial year begins on the first day of January and ends on the last day of December in every year.

The board of managers shall prepare annual accounts in accordance with the requirements of Luxembourg law and accounting practice.

Art. 16. Appropriation of Profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. That allocation will cease to be required as soon and as long as such reserve amounts to ten per cent (10%) of the subscribed capital of the Company.

The general meeting of shareholders shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. It may decide to allocate the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision reserve, to carry it forward to the following financial year or to distribute it to the shareholders as dividend.

Subject to the conditions fixed by law, the board of managers may pay out an advance payment on dividends. The board of managers fixes the amount and the date of payment of any such advance payment.

Chapter VI. Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. The Company may be dissolved by a decision of the general meeting of shareholders voting with the same quorum and majority as for the amendment of these Articles of Incorporation, unless otherwise provided by law. Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by one (1) or more liquidators appointed by the general meeting of shareholders, which will determine their powers and their compensation.

Chapter VII. Applicable law

Art. 18. Applicable law. All matters not governed by these Articles of Incorporation shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Subscription and payment

The articles of incorporation of the Company having thus been drawn up by the appearing party, this party has subscribed for the number of shares and has paid in cash the amounts mentioned hereafter:

Shareholder	subscribed capital (EUR)	number of shares	amount paid in (EUR)
ORION MASTER III LUXEMBOURG S.à r.l., prenamed	12,500.	12,500	12,500.
Total:	12,500.	12,500	12,500.

Proof of all such payments has been given to the undersigned notary who states that the conditions provided for in article 183 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been observed.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately nine hundred euro (EUR 900.-).

Transitory Provisions

The first financial year will begin on the date of formation of the Company and will end on the last day of December 2011.

Extraordinary general meeting

The sole shareholder, acting in lieu of the general meeting of shareholders, has taken immediately the following resolutions:

1. The sole shareholder resolved to set at five (5) the number of managers and further resolved to appoint the following managers for an unlimited period of time:

- Mr. Nicolas BRIMEYER, manager, born on 2 February 1941 in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, with address at 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Christopher JENNER, manager, born on 11 November 1944 in Edinburgh, Scotland, with address at 57A, rue John Grün, L-5619 Mondorf les Bains, Grand Duchy of Luxembourg;

- Mr. Antony HALLIGAN, manager, born on 17 March 1962 in Christchurch, New-Zealand, with address at 43, Cambridge Road, West Wimbledon, GB – SW20 OQB London, United Kingdom;

- Mr. Ronald W. DE KONING, manager, born on 29 December 1961 in Nijmegen, The Netherlands, with address at 2, Zuideinde, NL -2445 AV Aarlanderveen, The Netherlands; and

- Mr. Olivier DE NERVAUX, manager, born on 5 January 1946 in Paris, France, with address at 42, boulevard de la Tour Maubourg, 75007 Paris (France).

2. The registered office shall be at 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who knows English, states herewith that, on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same person and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dixième jour du mois d'août.

Par devant nous, Maître Edouard Delosch, notaire, de résidence à Rambrouch, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

ORION MASTER III LUXEMBOURG S.à r.l., une société à responsabilité limitée régie par le droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant un capital social de quarante-deux mille sept cent cinquante euro (EUR 42.750.-), ayant son siège social à 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, Grand Duché de Luxembourg, en date du 8 août 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2162 du 5 septembre 2008 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 140.853 (l'«Associé»). Les statuts de l'Associé ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire soussigné en date du 20 juillet 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

représenté par M^e Cédric Bless, avocat, demeurant à Luxembourg,

en vertu d'une procuration donnée à Luxembourg le 28 juillet 2011.

Laquelle procuration, signée par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il va constituer par les présentes:

Chapitre I^{er} . Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er} . Forme, Dénomination. Il est formé par les présentes entre les souscripteurs et tous ceux qui deviendront propriétaires des parts sociales ci-après créées une société (la «Société») sous forme de société à responsabilité limitée (S.à r.l.) qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg et par les présents statuts (les «Statuts»).

La Société adopte la dénomination «Orion III European 15 S.à r.l.».

Art. 2. Siège social. Le siège social est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré dans tout autre endroit de la Ville de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise. Pareilles mesures provisoires seront faites et portées à la connaissance des personnes intéressées par l'une des personnes ou l'un des organes exécutifs de la Société ayant qualité de l'engager pour les actes de gestion courante et journalière.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet (i) la prise de participations de toute nature et sous toute forme que ce soit et la détention de ces participations dans toutes entreprises luxembourgeoises et/ou étrangères, (ii) l'administration, la gestion et la mise en valeur de ces participations ainsi que (iii) le financement direct ou indirect des entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe.

La Société pourra également acquérir, détenir, développer et/ou céder, directement ou indirectement (soit par le biais de succursales soit par le biais de filiales situées, selon le cas, au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger), tout bien immobilier/actifs de quelque nature que ce soit situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger.

La Société peut en outre et en particulier (i) acquérir par voie de souscription, d'achat d'échange ou autrement des actions, parts et autres titres de participation, des obligations, bons de caisse, certificats de dépôt et autres titres de créances et plus généralement tous titres et autres instruments financiers représentatifs de droits de propriété, de créances ou de valeurs mobilières émis par tous émetteurs publics ou privés quels qu'ils soient, (ii) exercer tous droits généralement quelconques attachés à ces titres et instruments financiers, (iii) accorder toute assistance financière directe et/ou indirecte quelle qu'elle soit aux entreprises dans lesquelles elle participe ou qui font partie de son groupe, notamment par voie de prêts, d'avances ou de garanties sous quelle forme et pour quelque durée que ce soit et leur fournir conseil et assistance sous quelque forme que ce soit, (iv) contracter tous emprunts sous quelque forme que ce soit ou émettre de manière privée tous titres de dettes sous quelque forme que ce soit et (v) accomplir toutes opérations généralement quelconques de quelque sorte que ce soit, commerciales, financières, mobilières ou immobilières se rapportant directement ou indirectement à son objet.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Elle peut être dissoute à tout moment par décision de l'assemblée générale des associés statuant dans les conditions prévues par la loi.

Chapitre II. Capital, Parts sociales

Art. 5. Capital social. Le capital social émis de la Société est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), divisé en douze mille cinq cents (12,500) parts sociales, chacune avec une valeur nominale de un euro (EUR 1,-).

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel toutes les primes payées sur une part sociale en plus de la valeur nominale seront transférées. L'avoir de ce compte de primes peut être utilisé pour effectuer le remboursement en cas de rachat des parts sociales des actionnaires par la Société, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour effectuer des distributions aux actionnaires, ou pour être affecté à la réserve légale.

Art. 6. Parts Sociales. Chaque part sociale confère à son propriétaire un droit égal dans les bénéfices de la Société et dans tout l'actif social et une voix à l'assemblée générale des associés. La propriété d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou des associés.

Chaque part est indivisible à l'égard de la Société.

Les propriétaires indivis de parts sociales sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un mandataire commun pris parmi eux ou en dehors d'eux.

Les cessions ou transmissions de parts sociales détenues par l'associé unique sont libres, si la Société a un associé unique. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés, si la Société a plusieurs associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément des associés représentant les trois quarts du capital social.

La cession de parts sociales doit être formalisée par acte notarié ou par acte sous seing privé. De telles cessions ne sont opposables à la Société et aux tiers qu'après qu'elles aient été signifiées à la Société ou acceptées par elle conformément à l'article 1690 du Code Civil.

La Société peut racheter ses propres parts sociales conformément aux dispositions légales.

Art. 7. Augmentation et Réduction du capital social. Le capital émis de la Société peut être augmenté ou réduit, en une ou en plusieurs fois, par une résolution de l'associé unique ou des associées adoptée aux conditions de quorum et de majorité exigées par ces Statuts ou, selon le cas, par la loi pour toute modification des Statuts.

Chapitre III. Conseil de gérance

Art. 8. Gestion. La Société est administrée par un (1) ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés pour une durée indéterminée.

Les gérants sortants sont rééligibles. Les gérants sont révocables à tout moment avec ou sans cause, par décision des associés prise à la majorité simple.

Si deux (2) gérants sont nommés, ils géreront conjointement la Société.

Si plus de deux (2) gérants sont nommés, ils formeront un conseil de gérance.

Le conseil de gérance élit parmi ses membres un président. En cas d'empêchement du président, les réunions du conseil sont présidées par un gérant présent.

Le conseil de gérance pourra désigner un secrétaire de la Société et tels autres agents qu'il jugera convenir.

Aucun de ceux-ci n'a besoin d'appartenir au conseil de gérance.

Art. 9. Réunions du conseil de gérance. Le conseil de gérance se réunit sur la convocation du président du conseil ou de deux (2) de ses membres.

Les conseils se tiennent au lieu, à la date et à l'heure indiqués dans la convocation.

Le conseil de gérance ne peut délibérer valablement sur l'ordre du jour que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés.

Un (1) ou plusieurs gérants peuvent participer à une réunion par conférence téléphonique ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'une avec l'autre. Une telle participation sera considérée comme équivalent à une présence physique à la réunion.

Tout gérant empêché peut par lettre écrite ou par fac-similé donner pouvoir à un autre membre du conseil pour le représenter et pour voter en son lieu et place. Les gérants empêchés peuvent également émettre leur vote par lettre, par fac-similé ou par télégramme.

Les résolutions du conseil seront prises à la majorité absolue des votants.

En cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion sera prépondérante.

Un gérant ayant des intérêts opposés à ceux de la Société dans une affaire soumise à l'approbation du conseil, sera obligé d'en informer le conseil et de se faire donner acte de cette déclaration dans le procès-verbal de la réunion. Il ne peut pas prendre part aux opérations afférentes du conseil.

Lors de la prochaine assemblée générale des associés, avant de procéder au vote de toute autre question, les actionnaires seront informés des matières où un gérant a un intérêt contraire à celui de la Société. Au cas où un membre du conseil de gérance a dû s'abstenir pour conflit d'intérêts, les résolutions prises à la majorité des autres membres du conseil présents ou représentés à la réunion et qui votent seront tenues pour valables.

En cas d'urgence, les résolutions signées de tous les gérants seront aussi valables et efficaces que si elles avaient été prises lors d'une réunion dûment convoquée et tenue. De telles signatures peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs exemplaires d'une résolution identique.

Les décisions du conseil de gérance seront constatées dans des procès-verbaux qui seront signés par le président de la réunion et par le secrétaire (s'il y en a). Les procurations y resteront annexées. Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont signés par le président du conseil de gérance ou par deux (2) gérants.

Art. 10. Pouvoirs du conseil de gérance. Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous actes de disposition et d'administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les présents Statuts à l'assemblée générale des associés, seront de la compétence du conseil de gérance.

Le conseil de gérance peut, de l'assentiment préalable de l'assemblée générale des associés, déléguer la gestion journalière de la Société à un (1) de ses membres qui portera le titre de gérant-délégué.

Il peut aussi déléguer des pouvoirs spécifiques à des gérants et fondés de pouvoirs.

Il peut désigner des mandataires ayant des pouvoirs définis, et les révoquer en tout temps.

Sans préjudice des pouvoirs de délégation susmentionnés, tous les actes qui engagent la Société, tous les pouvoirs et toutes les procurations doivent, être signés par deux (2) gérants, ou par la/les personne(s) à qui des pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil de gérance.

Tout procès, tant en demandant qu'en défendant, sera suivi par le conseil de gérance au nom de la Société. Tous les exploits ou autres actes judiciaires seront valablement faits au nom de la Société seule.

Art. 11. Indemnisation des gérants. La Société s'engage à indemniser tout gérant ou fondé de pouvoir et leurs successeurs, exécuteurs testamentaires et administrateurs, de tout et contre toutes dépenses raisonnablement exposées par lui en rapport avec toutes demandes en justice, procès ou procédure à laquelle il devient partie pour être ou avoir été gérant ou fondé de pouvoir de la Société ou, à la demande de la Société, de toute autre société de laquelle la Société est un actionnaire ou un créancier et par laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé; le tout sauf pour ce qui est des demandes en justice, procès ou procédure dans lesquelles il sera jugé responsable pour négligence ou fraude. Dans le cas d'une transaction, l'indemnité sera accordée uniquement en rapport avec des affaires couvertes par la transaction dans lesquelles la Société est avisée par son conseiller juridique que la personne indemnisée n'a commis aucune violation de ses obligations. Le présent droit à indemnités n'exclut pas l'exercice d'autres droits auxquels il peut prétendre.

Chapitre IV. Assemblée générale des associés

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée générale. Toute assemblée générale des associés régulièrement constituée représente l'ensemble des associés. Elle a les pouvoirs qui lui sont réservés par la loi. Les décisions de l'assemblée générale peuvent être prises par voie de résolutions écrites, signées de tous les associés.

Art. 13. Assemblée générale annuelle/Adoption de résolutions. Les assemblées générales sont convoquées par le conseil de gérance en tel lieu et avec tel ordre du jour qui sera déterminé par le conseil de gérance. Les assemblées générales peuvent se tenir à l'étranger chaque fois que se produiront des circonstances de force majeure qui seront appréciées souverainement par les gérants. Les associés peuvent également prendre des résolutions par écrit.

Art. 14. Procédure, Vote. Tout associé peut prendre part aux assemblées en désignant par écrit, par télécopieur, par câble, par télégramme ou par télex un mandataire, lequel peut ne pas être associé. Sauf disposition contraire de la loi, les décisions sont prises à la majorité des votes émis, sans considération de la proportion de capital représenté. Les copies ou extraits des procès-verbaux de l'assemblée à produire en justice ou ailleurs sont signés par un gérant de la Société.

Chapitre V. Année sociale, Répartition des bénéfices

Art. 15. Année sociale. L'année sociale de la Société commence le premier jour du mois de janvier et se termine le dernier jour du mois de décembre de chaque année.

Le conseil de gérance prépare les comptes annuels suivant les dispositions de la loi luxembourgeoise et les pratiques comptables.

Art. 16. Affectation des bénéfices. Sur les bénéfices nets de la Société il sera prélevé cinq pour cent (5 %) pour la formation d'un fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la réserve légale atteindra le dixième (10%) du capital social.

L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Elle peut décider de verser la totalité ou une part du solde à un compte de réserve ou de provision, de le reporter à nouveau ou de le distribuer aux associés comme dividendes.

Le conseil de gérance peut procéder à un versement d'acomptes sur dividendes dans les conditions fixées par la loi. Le conseil de gérance détermine le montant ainsi que la date de paiement de ces acomptes.

Chapitre VI. Dissolution, Liquidation

Art. 17. Dissolution, Liquidation. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale des associés délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées pour la modification des Statuts, sauf dispositions contraires de la loi. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un (1) ou de plusieurs liquidateurs, nommés par l'assemblée générale des associés qui déterminera leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Chapitre VII. Loi applicable

Art. 18. Loi applicable. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents statuts seront réglées conformément à la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

Souscription et Paiement

La partie comparante ayant ainsi arrêté les statuts de la Société, a souscrit au nombre de parts sociales et a libéré en espèces les montants ci après énoncés:

Associé	Capital souscrit (EUR)	Nombre de parts sociales	Libération (EUR)
ORION MASTER III LUXEMBOURG S.à r.l., préqualifiée	12.500,	12.500	12.500,
Total:	12.500,	12.500	12.500,

La preuve de tous ces paiements a été rapportée au notaire instrumentant qui constate que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, ont été respectées.

Frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de sa constitution sont estimés à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Dispositions transitoires

La première année sociale commencera à la date de constitution et finit le dernier jour du mois de décembre 2011.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé unique, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris immédiatement les résolutions suivantes:

1. L'associé unique décide de fixer à cinq (5) le nombre de gérants et décide en outre de nommer les personnes suivantes comme gérants pour une période indéterminée:

- M. Nicolas BRIMEYER, gérant, né le 2 février 1941 à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, demeurant professionnellement au 15, rue Michel Lentz, L-1928 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Christopher JENNER, gérant, né le 11 novembre 1944 à Édimbourg, Écosse, demeurant professionnellement au 57A, rue John Grün, L-5619 Mondorf les Bains, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. Antony HALLIGAN, gérant, né le 17 mars 1962 à Christchurch, Nouvelle-Zélande, demeurant professionnellement au 43, Cambridge Road, West Wimbledon, GB -SW20 OQB Londres, Royaume-Uni;

- M. Ronald W. DE KONING, gérant, né le 5 janvier 1946 à Paris, France, demeurant professionnellement au 2, Zuideinde, NL -2445 AV Aarlanderveen, Pays-Bas; et

- M. Olivier DE NERVAUX, gérant, né le 5 janvier 1946 à Paris, France, demeurant à 42, boulevard de la Tour Maubourg, 75007 Paris (France).

2. Le siège social est fixé au 6, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande du même comparant, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au comparant connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. Bless, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 août 2011. Relation: RED/2011/1727. Reçu soixante-quinze (75,-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 11 août 2011.

Référence de publication: 2011118977/424.

(110136568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Consultis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 29, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 111.706.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 22 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121324/10.

(110139492) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

New-Love S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2230 Luxembourg, 66, rue du Fort Neipperg.

R.C.S. Luxembourg B 69.396.

Extrait de la décision des associés adoptée le 1^{er} août 2011

Conformément à la cession de parts sociales du 1^{er} août 2011, Monsieur Fernando Paulo DA SILVA GONCALVES, domicilié 79A rue de Remich; L-5330 Moutfort a vendu 80 parts sociales détenues dans la Société à Monsieur Christian HAMIPOUD demeurant 5 rue Fort Wedell; L-2718 Luxembourg

Il a été décidé d'accepter et approuver le nouvel associé Monsieur Christian HAMIPOUD et d'enregistrer la cession de parts sociales dans le registre des associés de la Société.

Luxembourg, le 1^{er} août 2011.

Pour extrait sincère et conforme

NEW LOVE SARL

Représenté par Fernando Paulo DA SILVA GONCALVES

Gérants technique

Référence de publication: 2011121501/18.

(110139488) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Canom Conseil s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 142.838.

Constatation de cession de parts sociales

Il est porté à la connaissance des tiers que suite à une convention de cession de parts sociales du 08.08.2011, signée sous seing privé par le cédant et le cessionnaire et acceptée par le gérant au nom de la société, le capital social de la société CANOM CONSEIL SARL ayant son siège social à L-8080 Bertrange, 1, Rue Pletzer, Centre Helfent, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 142.838, est désormais réparti comme suit:

- Monsieur Olivier MURRU, expert-comptable, né à Arlon (B), le 29.06.1971 et demeurant à B-6790 Aubange, 42, rue de Longwy	51 parts sociales
- Madame Anne-Françoise THILL, épouse de Monsieur Olivier MURRU, née à Arlon (B), le 12.03.1976 et demeurant à B-6790 Aubange, 42, rue de Longwy	49 parts sociales
Total cent parts sociales	100 parts sociales

Bertrange, le 09.08.2011.

Pour avis conforme

Les associés

Référence de publication: 2011121326/21.

(110139547) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Caret Properties S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 115.334.

Le bilan au 31 décembre 2010 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011121327/9.

(110140039) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Tri-Towers S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 128.369.

EXTRAIT

Il est à noter le(s) changement(s) suivant(s) quant aux adresses professionnelles du/des gérant(s) et ou associé(s) de la Société:

Gérant(s):

- John Cassin

44, Avenue J.F. Kennedy

Kirchberg

L-1855 Luxembourg

Associé(s):

- ETANA S.à.r.l.

44, Avenue J.F. Kennedy

Kirchberg

L-1855 Luxembourg

Luxembourg, le 29 août 2011.
Luxembourg Corporation Company S.A.
Signatures
Gérant

Référence de publication: 2011122957/24.

(110140186) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2011.

Cashel Limited, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 125.221.

Les comptes annuels au 31/12/2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CASHEL LIMITED

Référence de publication: 2011121328/10.

(110140070) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Copra S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4499 Limpach, Aresdorferhaff.

R.C.S. Luxembourg B 33.677.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011121332/10.

(110139710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Cord A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-8452 Steinfort, rue de Schwarzenhof.

R.C.S. Luxembourg B 75.554.

La société CORD A.G. (la «Société») déclare que M. Georg FEITH a démissionné comme administrateur de la société et pour cette raison n'exerce plus la fonction d'administrateur délégué de la Société à la gestion de l'activité commerciale et avec co-signature obligatoire et exclusive pour tout acte en rapport direct ou indirect avec l'activité de négoce de la société.

M. Cornelius GRUPP, n'étant plus administrateur délégué mais, en tant que seul administrateur de la société, il exercera dorénavant tous pouvoirs d'administration et de gestion de la Société avec seule autorisation de signature.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2011121334/15.

(110139505) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Europa Real Estate II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 103.095.

Extrait des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société le 5 août 2011

Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par l'associé unique de la Société à Luxembourg le 5 août 2011, que l'associé unique de la Société a décidé de réélire Deloitte S.A., société anonyme dont le siège social est situé au 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.895, en tant que réviseur d'entreprises agréé de la Société pour une période venant à expiration en 2012 lors de l'adoption par l'associé unique de la Société des résolutions relatives à l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2011.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 12 août 2011.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2011122125/19.

(110139412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 août 2011.

Kahler (Investissements) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.551.

In the year two thousand and eleven, on the tenth day of August.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg).

Was held a meeting of the board of managers of:

KAHLER (INVESTISSEMENTS) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (i) with registered office at 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, (ii) incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, on 15 January 2008, published in the Mémorial C, n° 428, on 19 February 2008, amended pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, passed on 7 May 2010, published in the Mémorial C, n° 1376, on 5 July 2010, (iii) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, under number B 135.551 and (iv) the corporate capital of which is set at eight million five hundred thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,500,000.02) represented by eight hundred and fifty million and two (850,000,002) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each (the "Company"),

hereby referred to as the "Board of Managers", constituted by:

Mr Thomas Harl, banker and accountant, born in Frankfurt/Main (Germany) on 31 October 1964, with professional address at Bleichgartenstrasse 12, 63607 Wächtersbach, Germany,

hereby represented by Mr Blaise Garban, by virtue of a power of attorney given in Frankfurt on 2 August 2011;

Mr Jacobus Johannes Maria van den Boogaard, managing director, born in Utrecht (The Netherlands) on 25 November 1956, with professional address at Gustav Mahlerlaan 350 (16.A.40), 1082 ME Amsterdam, the Netherlands,

hereby represented by Mr Jean Marc Lahaye, by virtue of a power of attorney given in Amsterdam on 8 August 2011;

Mr Jean Marc Lahaye, manager commercial clients, born in Rocourt (Belgium) on 10 May 1964, with professional address at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg, Grand Duchy of Luxembourg; and

Mr Blaise Garban, head of legal Luxembourg, born in Viry Chatillon (Essonne), France on 30 January 1968, with professional address at 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg, Grand Duchy of Luxembourg,

each being referred to as a "Manager" and together the "Managers".

The meeting was held at the registered office of the Company and was declared open at 2.45 p.m. with Mr Jean Marc Lahaye as chairman of the Board of Managers (the "Chairman").

The Chairman declared and requested the notary to record the following:

(i) That the proxies of the represented Managers, signed by the proxyholders and the other Managers present at the meeting and the undersigned notary will remain annexed to the present deed;

(ii) That since all Managers were present or represented and had waived all rights to a prior convening written notice, the meeting was validly constituted in accordance with the articles of incorporation of the Company;

(iii) That the agenda of the meeting was the following:

Agenda

1. To confirm the repurchase of eight hundred forty-eight million five hundred thousand and two (848,500,002) own shares in the Company (the "Shares" and each a "Share") by the Board of Managers, for a total repurchase price equal to the initial subscription price of the Shares (corresponding to the nominal value plus share premium).

2. To state that certain resolutions of the sole shareholder of the Company (the "Sole Shareholder") taken before Luxembourg notary on 10 August 2011 (the "Sole Shareholder's Resolutions") be considered as having entered into force as a result of the taking of the resolutions under item 1 of the agenda, in accordance with the provisions of the Sole Shareholder's Resolutions.

3. To confer all and any powers to any Manager and any employee of ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., each acting individually, to implement the repurchase of the Shares referred to under item 1 of the agenda above and any other matters contained in the Sole Shareholders' Resolutions, including, without limitation, regarding relevant updates in the share register of the Company and mandatory filings and publications.

4. Miscellaneous.

(iv) That, by way of background, it was recalled that pursuant to the Sole Shareholder's Resolutions, the Sole Shareholder authorised the repurchase of the Shares within a period of three months from the date of the Sole Shareholder's

Resolutions and for a repurchase price equal to the initial subscription price of the Shares (i.e., corresponding to the nominal value plus share premium) (the “Repurchase”).

That the Sole Shareholder resolved in the Sole Shareholder’s Resolutions that the Repurchase shall result in the cancellation of the Shares and in the reduction of the corporate capital of the Company currently consisting of eight million five hundred thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,500,000.02) represented by eight hundred and fifty million and two (850,000,002) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, by an amount of eight million four hundred eighty-five thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,485,000.02), so as to bring it to an amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each (the “Cancellation and Capital Reduction”).

That the Sole Shareholder also resolved in the Sole Shareholder’s Resolutions that the Cancellation and Capital Reduction shall result in:

(a) article 5, paragraph 1 of the articles of incorporation of the Company, being amended to read as follows (the “Amendment to the Articles”):

“The share capital of the Company is set at fifteen thousand pounds sterling (£ 15,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares, with a nominal value of one penny (£ 0.01) each, all of which are fully paid up.”; and

(b) the legal reserve of the Company, currently consisting of eight hundred fifty thousand pounds sterling (GBP 850,000.-), (1) being reduced by an amount of eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-), so as to bring it to an amount of one thousand five hundred pounds sterling (GBP 1,500.-) and (2) eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-) currently in the legal reserve being allocated to the available reserves of the Company (the “Legal Reserve Reduction”).

That the Sole Shareholder further resolved in the Sole Shareholder’s Resolutions that the Cancellation and Capital Reduction, the Amendment to the Articles and the Legal Reserve Reduction shall enter into force immediately upon the Board of Managers confirming, before a Luxembourg notary, that the Repurchase occurred in accordance with the Sole Shareholder’s Resolutions.

That, as a result of the above, the Board of Managers was required to hold this meeting before a Luxembourg notary to confirm completion of the Repurchase in accordance with the Sole Shareholder’s Resolutions and hence the entering into force of the Cancellation and Capital Reduction, the Amendment to the Articles and the Legal Reserve Reduction, in accordance with the Sole Shareholder’s Resolutions;

(v) That the Managers made the following declarations:

(a) no Manager had an opposite interest in the matters discussed at the meeting;

(b) the Managers had carefully considered the matters discussed in accordance with the Sole Shareholder’s Resolutions, the agenda and the background above mentioned;

(c) the Managers confirmed they were of the opinion that the matters to be discussed and resolved were in the corporate interest of the Company;

(vi) That, based on the above, the Board of Managers took unanimously the following resolutions:

First resolution

The Board of Managers confirmed that the Repurchase took place on the date of this meeting, in accordance with the provisions of the Sole Shareholder’s Resolutions.

Second resolution

The Board of Managers stated that, as a result of the first resolution above, the Cancellation and Capital Reduction, the Amendment to the Articles and the Legal Reserve Reduction, all decided pursuant to the Sole Shareholder’s Resolutions, are to be considered as having entered into force as of the date of this meeting.

Third resolution

The Board of Managers resolved to confer all and any powers to any Manager and any employee of ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., each acting individually, to implement the Repurchase and any other matters contained in the Sole Shareholder’s Resolutions, including, without limitation, regarding relevant updates in the share register of the Company and mandatory filings and publications.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed at 3.00 p.m.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind as a result of the present deed are estimated at one thousand one hundred euro (EUR 1,100.).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by [his/her] surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dixième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

A été tenue une réunion du conseil de gérance de:

KAHLER (INVESTISSEMENTS) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (i) ayant son siège social au 13-15 avenue de la Liberté, L1931 Luxembourg, (ii) constituée suivant acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, le 15 janvier 2008, publié au Mémorial C, n° 428, du 19 février 2008, modifié par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, du 7 mai 2010, publié au Mémorial C, n° 1376, le 5 July 201, (iii) immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 135.551 et (iv) dont le capital social est fixé à huit millions cinq cent mille livres sterling et deux pence (GBP 8.500.000,02) représenté par huit cent cinquante millions et deux (850.000.002) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (ci-après, la "Société").

ci-après le "Conseil de Gérance", composé de:

M. Thomas Harl, banquier et comptable, né à Frankfort/Main (Allemagne) le 31 octobre 1964, avec adresse professionnelle à Bleichgartenstrasse 12, 63607 Wächtersbach, Allemagne,

représenté aux fins des présentes par M. Blaise Garban, aux termes d'une procuration donnée à Frankfort le 2 août 2011;

M. Jacobus Johannes Maria van den Boogaard, managing director, né à Utrecht (Pays-Bas) le 25 novembre 1956, avec adresse professionnelle à Gustav Mahlerlaan 350 (16.A.40), 1082 ME Amsterdam, Pays-Bas,

représenté aux fins des présentes par M. Jean Marc Lahaye, aux termes d'une procuration donnée à Amsterdam le 8 août 2011;

M. Jean Marc Lahaye, manager commercial clients, né à Rocourt (Belgique) le 10 mai 1964, avec adresse professionnelle à 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg, Grand-Duché de Luxembourg; et

M. Blaise Garban, head of legal Luxembourg, né à Viry Chatillon (Essonne), France le 30 janvier 1968, avec adresse professionnelle à 46, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg-Kirchberg, Grand-Duché de Luxembourg, chacun étant ci-après référé comme "Gérant" et, ensemble, comme les "Gérants".

La réunion a été tenue au siège social de la Société et a été déclarée ouverte à 14.45 heures sous la présidence de M. Jean Marc Lahaye (ci-après, le "Président").

La Président a exposé et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

(i) Que les procurations des Gérants représentés, signées par les fondés de pouvoirs, les autres Gérants présents à la réunion et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes;

(ii) Qu'étant donné que tous les Gérants étaient présents ou représentés et ont renoncé à leur droit à une convocation préalable écrite, la réunion a été valablement tenue en conformité avec les statuts de la Société;

(iii) Que l'ordre du jour de la réunion était le suivant:

Ordre du jour

1. Confirmer le rachat de huit cent quarante-huit million cinq cent mille et deux (848.500.002) parts sociales propres dans la Société (ci-après, les "Parts Sociales" et chacune une "Part Sociale"), par le Conseil de Gérance, pour un prix total de rachat égal au prix de la souscription initiale des Parts Sociales (à savoir, la valeur nominale additionnée de la prime d'émission).

2. Déclarer que certaines résolutions de l'associé unique de la Société (ci-après, l'"Associé Unique") prises par-devant notaire Luxembourgeois le 10 août 2011 (ci-après, les "Résolutions de l'Associé Unique") sont à considérer comme entrant en vigueur à la suite des résolutions prises en vertu du point 1 de l'ordre du jour, conformément aux dispositions des Résolutions de l'Associé Unique.

3. Décider la délégation de tous pouvoirs en faveur de chaque Gérant et employé d' ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement, afin de mettre en oeuvre le rachat des Parts Sociales repris sous le point 1 de l'ordre du jour et tous points contenus dans les Résolutions de l'Associé Unique, en ce compris, et sans limitation, en ce qui concerne les mises à jours nécessaires du registre des parts sociales de la Société et les dépôts et publications requis par la loi.

4. Divers.

(iv) Que, pour concernant le contexte de cette réunion, il a été rappelé qu'en vertu des Résolutions de l'Associé Unique, l'Associé Unique a autorisé le rachat des Parts Sociales endéans une période de trois mois à partir de la date des

Résolutions de l'Associé Unique et pour un prix total de rachat égal au prix de la souscription initiale des Parts Sociales (à savoir, la valeur nominale additionnée de la prime d'émission) (le "Rachat").

Que l'Associé Unique a également décidé lors des Résolutions de l'Associé Unique que le Rachat donnera lieu à l'annulation des Parts Sociales et dans la réduction du capital social de la Société, consistant actuellement en huit millions cinq cent mille livres sterling et deux pence (GBP 8.500.000,02) représenté par huit cent cinquante millions et deux (850.000.002) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, d'un montant de huit millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille livres sterling et deux pence (GBP 8.485.000,02), de façon à le réduire à un montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) représenté par un million cinq cents mille (1.500.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un penny (GBP 0.01) chacune (ci-après, l'"Annulation et la Réduction du Capital Social").

Que l'Associé Unique a aussi décidé lors des Résolutions de l'Associé Unique que l'Annulation et la Réduction du Capital social devra donner lieu à:

(a) la modification de l'article 5, alinéa premier des statuts de la Société, qui devra se lire comme suit (ci-après la "Modification des Statuts"):

«Le capital souscrit de la société est fixé à quinze mille livres sterling (£ 15.000,-) divisé en un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (£ 0.01) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.»

(b) la réduction de la réserve légale de la Société, consistant actuellement en huit cent cinquante mille livres sterling (GBP 850.000,-), d'un montant de huit cent quarante-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-), de façon à le réduire à un montant de mille cinq cents livres sterling (GBP 1.500,-) et l'allocation de huit cent quarante huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-) actuellement dans la réserve légale vers les réserves disponibles de la Société (ci-après, la "Réduction de la Réserve Légale").

Que l'Associé Unique a aussi décidé lors des Résolutions de l'Associé Unique, que l'Annulation et la Réduction du Capital Social, la Modification des Statuts et la Réduction de la Réserve Légale devront entrer en vigueur immédiatement à la suite de la confirmation de la part du Conseil de Gérance, à intervenir par-devant un notaire luxembourgeois, que le Rachat a été conclu conformément aux Résolutions de l'Associé Unique.

Qu'il résulte de ce qu'il précède que le Conseil de Gérance était tenu de tenir cette réunion par-devant un notaire luxembourgeois en vue de confirmer la conclusion du Rachat en conformité avec les Résolutions de l'Associé Unique et donc l'entrée en vigueur de l'Annulation et la Réduction du Capital Social, la Modification des Statuts et la Réduction de la Réserve Légale, conformément aux Résolutions de l'Associé Unique;

(v) Que les Gérants ont déclaré ce qui suit:

(a) aucun Gérant n'a un intérêt opposé aux points en discussion lors de la réunion;

(b) les Gérants ont attentivement considéré les points en discussion, conformément aux Résolutions de l'Associé Unique, l'ordre du jour et le contexte repris ci-dessus;

(c) les Gérants ont confirmé être de l'opinion que les points en discussion sont dans l'intérêt de la Société;

(vi) Que, sur la base de ce qui précède, le Conseil de Gérance a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Le Conseil de Gérance a confirmé que le rachat des Parts Sociales a été conclu à la date de cette réunion, conformément avec les dispositions des Résolutions de l'Associé Unique.

Deuxième résolution

Le Conseil de Gérance a déclaré que, en conséquence de la première résolution prise ci-dessus, l'Annulation et la Réduction du Capital Social, la Modification des Statuts et la Réduction du Capital Social, toutes décidées en vertu des Résolutions de l'Associé Unique, doivent être considérées comme étant entrées en vigueur à la date de cette réunion.

Troisième résolution

Le Conseil de Gérance a décidé de déléguer tous pouvoirs en faveur de chaque Gérant et de chaque employé d'ATC Corporate Services (Luxembourg) S.A., chacun agissant individuellement, afin de mettre en oeuvre le rachat des Parts Sociales repris sous la première résolution ci-dessus et tous autres points contenus dans les Résolutions de l'Associé Unique, en ce compris, et sans limitation, en ce qui concerne les mises à jours nécessaires du registre des parts sociales de la Société et les dépôts et publications requis par la loi.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la réunion a été clôturée à 15.00 heures.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature en raison du présent acte sont évalués à mille cent euros (EUR 1.100,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: B. Garban, J. M. Lahaye, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 août 2011. Relation: RED/2011/1731. Reçu soixante-quinze (75.-) euros

Le Receveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 11 août 2011.

Référence de publication: 2011118920/227.

(110136587) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Diversified Investments S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 162.316.

In the year two thousand eleven, on the twenty-ninth of July;

Before Us M^e Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg),

Was held an extraordinary general meeting (the Meeting) of the shareholders (the Shareholders) of DIVERSIFIED INVESTMENTS S.A., SPF, a Luxembourg public limited company (société anonyme), having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 162316, (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary, on July 15, 2011 not yet published in the Mémorial C, Recueil Sociétés et Association.

I. Attendance

The Meeting is presided by Ms. Monique GOERES, employee, residing professionally in Luxembourg (the Chairman), who appoints as secretary Ms. Anne-Laure ADAM, employee, residing professionally in Luxembourg (the Secretary).

The Meeting then elects as scrutineer, Mr. Christian DOSTERT, employee, residing professionally in Luxembourg (the Scrutineer).

(The Chairman, the Secretary and the Scrutineer being collectively referred to as the Bureau of the Meeting).

II. Agenda

The agenda of the Meeting is the following:

1. Decision to convert the Company into a company fully taxable (Soparfi);
2. Subsequent restatement of articles 1.1, 1.2, 4 and 6.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the above conversion;
3. Increase of the share capital of the Company in an amount of thirteen thousand Unites States dollars (USD 13,000.00) represented by one hundred thirty (130) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each, in order to bring the share capital from its present amount of fifty thousand United States dollars (USD 50,000.00.-) represented by five hundred (500) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-), to an amount of sixty-three thousand Unites States dollars (USD 63,000.00) represented by six hundred thirty (630) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each;
4. Issuance of one hundred thirty (130) new shares so as to raise the number of shares in issue from five hundred (500) shares up to six hundred thirty (630) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares;
5. Subscription and payment of the increase of share capital specified in item 3 above and allocation of the new shares;
6. Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company to reflect the increase of share capital specified un item 3 above;
7. Amendment of the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director acting individually and under its sole signature to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares; and
8. Miscellaneous.

It appears from the attendance list, that shares, representing 100 % of the issued and outstanding share capital of the Company, are present or represented so that the Meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders have been duly informed.

The proxies of the represented Shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; the attendance list, signed by the proxy holders of the represented Shareholders and by the members of the Bureau of the Meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. Acknowledgement

The entirety of the voting share capital being represented at the present Meeting, the Shareholders have waived the convening notices and the represented Shareholders considered themselves as duly convened and declared having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to them in advance.

IV. Resolutions

Then, after deliberation, the Meeting took unanimously the following resolutions:

First Resolution

The Meeting resolves to convert the Company into a fully taxable company (Soparfi) with immediate effect.

Second Resolution

As a consequence of the above resolution, the Meeting resolves to restate article 1.1, 1.2, 4 and article 6.1 of the articles of association of the Company, which will read henceforth, in their English version, as follows:

" Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established a public limited liability company ("société anonyme") (the Company) which will be governed by the Luxembourg law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law on Companies), as well as by the present articles of association (the Articles).

1.2 The Company will exist under the name of "DIVERSIFIED INVESTMENTS S.A."."

" Art. 4. Corporate objects.

4.1 The Company may furthermore carry out all transactions relating directly or indirectly to the taking of participating interests in whatsoever form, in any enterprise in the form of a public limited liability company or of a private liability company, as well as the administration, management, control and development of such participations.

4.2 The Company may carry out any commercial, industrial or financial operations, any transactions in respect or real estate or moveable property, which the Company may deem useful to the accomplishment of its purposes.

4.3 In particular the Company may use its funds for the creation, management, development and the disposal of a portfolio comprising all types of transferable securities or patents of whatever origin, take part in the creation, development and control of all enterprises, acquire all securities and patents, either by way of contribution, subscription, purchase or otherwise, option, as well as realize them by sale, transfer, exchange or otherwise.

4.4 The Company may further grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company, grant loans or otherwise assist the companies in which it holds a direct or indirect participation or which form part of the same group of companies as the Company as well as any other companies or third parties.

4.5 The Company may also carry out its business through branches in Luxembourg or abroad.

4.6 The Company may also proceed with the acquisition, management, development, sale and rental of any real estate, whether furnished or not, and in general, carry out all real estate operations with the exception of those reserved to a dealer in real estate and those concerning the placement and management of money. In general, the Company may carry out any patrimonial, movable, immovable, commercial, industrial or financial activity as well as all transactions and that aim to promote and facilitate directly or indirectly the accomplishment and development of its purpose."

" Art. 6. Shares.

6.1 The shares of the Company may be in registered form or in bearer form or partly in one form or the other form, at the opinion of the sole Shareholder, or in case of plurality of shareholders, at the opinion of the Shareholders, subject to the restrictions foreseen by Law on Companies.

6.2 The Company recognizes only one single owner per share. If one or more shares are jointly owned or if the title of ownership to such share(s) is divided, split or disputed, all person(s) claiming a right to such share(s) has/have to appoint one single attorney to represent such share(s) towards the Company. The failure to appoint such attorney implies a suspension of all rights attached to such share(s). The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.3 The Company may redeem its own shares within the limits set forth by the Law on Companies."

Third resolution

The Meeting resolve to increase the share capital of the Company in an amount of thirteen thousand Unites States dollars (USD 13,000.00) represented by one hundred thirty (130) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each, in order to bring the share capital from its present amount of fifty thousand United States dollars (USD 50,000.00) represented by five hundred (500) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-), to an amount of sixty-three thousand Unites States dollars (USD 63,000.00) represented by six hundred thirty (630) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each.

Fourth resolution

The Meeting resolve to issue, with immediate effect, one hundred thirty (130) new shares so as to raise the number of shares in issue from five hundred (500) shares up to six hundred thirty (630) shares with nominal value of one hundred United States dollars (USD 100.-) each, having the same rights and privileges as those attached to the existing shares.

Subscription - Payment

Thereupon, SGG S.A. a company duly incorporated under the Luxembourg laws and having its registered office at 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 65906 declares that it subscribes to all the new issued shares by contribution in cash, so that the amount of thirteen thousand United States dollars (USD 13,000.00) paid by SGG S.A. is from now on at the free disposal of the Company, evidence thereof having been given to the officiating notary.

Fifth resolution

As a consequence of the foregoing resolutions, the Shareholders resolve to amend article 5.1 of the Articles in order to reflect the above changes, so that it shall henceforth read as follows:

" Art. 5. Share capital.

5.1 The subscribed share capital is set at sixty-three thousand US Dollars (USD 63,000.-) consisting of six hundred thirty (630) ordinary shares with a par value of one hundred US Dollars (USD 100.-) each."

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any director acting individually and under its sole signature to proceed on behalf of the Company to the registration of the newly issued shares.

Estimate of costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately one thousand four hundred Euros.

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing persons, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the appearing persons, known to the notary by name, first name, civil status and residence, they have signed together with Us the notary the present deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le vingt-neuf juillet;

Par devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg),

S'est tenue une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) des actionnaires (les Actionnaires) de DIVERSIFIED INVESTMENTS S.A., SPF, une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 162316, (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant le 15 juillet 2011, non encore publié au Mémorial C, Recueil Société et Association.

I. Composition

L'Assemblée est présidée par Mademoiselle Monique GOERES, employée, résidant professionnellement à Luxembourg (la Présidente), qui élit comme secrétaire Mademoiselle Anne-Laure ADAM, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg (la Secrétaire).

L'Assemblée élit ensuite en tant que scrutateur Monsieur Christian DOSTERT, employé, résidant professionnellement à Luxembourg (le Scrutateur).

(La Présidente, la Secrétaire et le Scrutateur composent le Bureau de l'Assemblée).

II. Ordre du jour

L'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant:

1. Décision de convertir la Société en société pleinement taxable (SOPARFI);
2. Reformulation des articles 1.1, 1.2, 4 et 6.1 des statuts de la Société en vue de refléter la conversion ci-avant;

3. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de treize mille dollars des Etats-Unis (USD 13.000,00) représenté par cent trente (130) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100) chacune, dans le but de porter le capital social de son montant actuel de cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 50.000,00) représenté par cinq cents (500) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats Unis (USD 100,-) chacune, à un montant de soixante-trois mille dollars des Etats-Unis (USD 63.000,00) représenté par six cent trente (630) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune;

4. Emission de cent trente (130) nouvelles actions de manière à porter le nombre d'actions émises de cinq cents (500) à six cent trente (630) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes;

5. Souscription et paiement de l'augmentation de capital social énoncée dans le point 3 ci-dessus et attribution des nouvelles actions;

6. modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital social précisée dans le point 3 ci-dessus;

7. modification du registre des actionnaires de la Société dans le but de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donné à l'un quelconque des administrateurs agissant individuellement et sous sa seule signature de procéder au nom et pour le compte de la Société à l'inscription des nouvelles parts sociales émises; et

8. Divers.

Il résulte de la liste de présence que les actions représentant 100% du capital social de la Société émis et souscrit sont présentes ou représentées de telle sorte que l'Assemblée peut valablement décider de tous les points de l'ordre du jour dont les Actionnaires ont été dûment informés.

Les procurations des actionnaires représentés et le nombre de leurs actions sont montrés dans une liste de présence; la liste de présence, signée par les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau de l'Assemblée, resteront annexées au présent acte et seront transmises pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

III. Déclaration

L'intégralité du capital social votant étant représenté lors de la présente Assemblée, les Actionnaires ont renoncé aux convocations et les Actionnaires

représentés se considèrent dûment convoqués et déclarent avoir une connaissance exacte de l'ordre du jour qui leur a été communiqué à l'avance.

IV. Résolutions

Alors, après délibération, l'Assemblée a unanimement pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de convertir la Société en société pleinement taxable (SOPARFI), avec effet immédiat.

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution ci-dessus, l'Assemblée décide de reformuler les articles 1.1, 1.2, 4 et 6.1 des statuts de la Société, afin qu'ils prennent la teneur suivante dans leur version française:

" Art. 1^{er} . Forme et Dénomination.

1.1 Il est formé une société anonyme (la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi sur les Sociétés) et par les présents statuts (les Statuts).

1.2 La Société existe sous la dénomination de "DIVERSIFIED INVESTMENTS S.A."."

" Art. 4. Objet Social.

4.1 La Société a pour objet toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise se présentant sous forme de société de capitaux ou de société de personnes, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

4.2 La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

4.3 Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, la mise en valeur et à la cession d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprises, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevet, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

4.4 La Société peut également garantir, accorder des sûretés à des tiers afin de garantir ses obligations ou les obligations de sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société, accorder des prêts à ou assister autrement des sociétés dans lesquelles elle détient

une participation directe ou indirecte ou des sociétés qui font partie du même groupe de sociétés que la Société ainsi que toutes autres sociétés ou tiers.

4.5 La Société peut également réaliser son activité par l'intermédiaire de succursales au Luxembourg ou à l'étranger.

4.6 Elle pourra également procéder à l'acquisition, la gestion, l'exploitation, la vente ou la location de tous immeubles, meublés, non meublés et généralement faire toutes opérations immobilières à l'exception de celles de marchands de biens et le placement et la gestion de ses liquidités. En général, la Société pourra faire toutes opérations à caractère patrimonial, mobilières, immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et à faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension."

" Art. 6. Actions.

6.1 Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur, ou en partie dans l'une ou l'autre forme, au choix de l'Actionnaire unique, ou en cas de pluralité d'actionnaires, au choix des Actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi sur les Sociétés.

6.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action. Si une ou plusieurs actions sont conjointement détenues ou si les titres de propriété de ces actions sont divisés, fragmentés ou litigieux, la/les personne(s) invoquant un droit sur la/les action(s) devra/devront désigner un mandataire unique pour représenter la/les action(s) à l'égard de la Société. L'omission d'une telle désignation impliquera la suspension de l'exercice de tous les droits attachés aux actions. La même règle est appliquée dans le cas d'un conflit entre un usufruitier et un nu-propriétaire ou entre un créancier gagiste et un débiteur gagiste.

6.3 La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi sur les Sociétés, racheter ses propres actions."

Troisième résolution

L'Assemblée décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de treize mille dollars des Etats-Unis (USD 13.000,00) représenté par cent trente (130) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune, dans le but de porter le capital social de son montant actuel de cinquante mille dollars des Etats-Unis (USD 50.000,00) représenté par cinq cents (500) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats Unis (USD 100,-) chacune, à un montant de soixante-trois mille dollars des Etats-Unis (USD 63.000,00) représenté par six cent trente (630) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune.

Quatrième résolution

L'Assemblée décide d'émettre, avec effet immédiat, cent trente (130) nouvelles actions de manière à porter le nombre d'actions émises de cinq cents (500) à six cent trente (630) actions ayant une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune, ayant les mêmes droits et privilèges que ceux attachés aux actions existantes.

Souscription et Paiement

Ainsi, SGG S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois ayant son siège social au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 65906 déclare qu'elle souscrit à l'intégralité des nouvelles actions émises de sorte que le montant de treize mille dollars des Etats-Unis (USD 13.000,00) est à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Cinquième résolution

En conséquence des résolutions ci-dessus, l'Assemblée décide d'amender l'article 5.1 des Statuts afin de refléter les changements ci-dessus, de sorte qu'il sera rédigé de la manière suivante:

" Art. 5. Capital Social. Le capital social souscrit est fixé à soixante-trois mille dollars des Etats-Unis (USD 63.000,-) représenté par six cent trente (630) actions ordinaires d'une valeur nominale de cent dollars des Etats-Unis (USD 100,-) chacune."

Sixième résolution

L'Assemblée décide d'amender le registre des actionnaires de la Société afin de refléter les changements ci-dessus avec pouvoir et autorité donnée à tout administrateur agissant individuellement et sous sa seule signature afin de procéder au nom de la Société à l'inscription des nouvelles actions émises.

Estimation des frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de mille quatre cents euros.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et le français, déclare par les présentes, qu'à la requête des comparants le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête des mêmes comparants, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, états civils et domiciles, ils ont signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: M. GOERES, A-L. ADAM, C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 2 août 2011. LAC/2011/34927. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Francis SANDT.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 18 août 2011.

Référence de publication: 2011118217/265.

(110135980) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 août 2011.

Levanter Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 163.092.

— STATUTS

L'an deux mille onze, le dix-neuf août.

Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Jacques Philippe SCHWARTZ, ingénieur diplômé, né à Reichshofen (France), le 16 août 1936, demeurant à CH-1006 Lausanne, 10, avenue Denantou (Suisse),

ici représenté par Monsieur Alain THILL, employé privé, résidant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Lequel comparant, par son représentant susnommé, a requis le notaire instrumentaire de documenter comme suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il constitue par la présente.

Titre I^{er} . - Objet - Raison sociale - Durée

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée qui est régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société prend la dénomination de Levanter Participations S.à r.l.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations.

La société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs immobilières et mobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement.

La société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter.

La société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles la société détient un intérêt, tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société a en outre pour objet l'acquisition et la vente, la location et l'administration de biens mobiliers ou immobiliers situés dans le Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger ainsi que toutes opérations commerciales, industrielles ou financières s'y rattachant directement ou indirectement.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Chacun des associés aura la faculté de dénoncer sa participation moyennant préavis de six mois à donner par lettre recommandée à ses coassociés.

Art. 5. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à soixante-cinq mille euros (65.000,-EUR), représenté par soixante-cinq (65) parts sociales de mille euros (1.000,- EUR) chacune.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 9. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartient. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 12. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société.

Art. 15. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 17. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 18. Lors de la dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 19. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2011.

Souscription et libération

Les soixante-cinq (65) parts sociales ont été souscrites par Monsieur Jacques Philippe SCHWARTZ, prénommé, et ont été intégralement libérées par apport en numéraire, de sorte que la somme de soixante-cinq mille euros (65.000,- EUR) se trouve dès maintenant à la disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ mille cent euros.

Résolutions prises par l'associé unique

Et aussitôt l'associé unique représentant l'intégralité du capital social a pris les résolutions suivantes:

1.- Le siège social est établi à L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.

2.- Est nommé gérant de la société:

Monsieur Bob FABER, expert comptable, né à Luxembourg, le 15 mai 1964, résidant professionnellement à L-1511 Luxembourg, 123, avenue de la Faïencerie.

3.- La société est engagée par la signature individuelle du gérant.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire, connu du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Alain THILL, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 25 août 2011. Relation GRE/2011/3051. Reçu soixante-quinze euros (75,- €).

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 août 2011.

Référence de publication: 2011120553/112.

(110138509) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 août 2011.

Kahler (Investissements) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 15.000,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 135.551.

In the year two thousand and eleven, on the tenth day of August.

Before us, Maître Edouard Delosch, notary, residing in Rambrouch (Grand Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Ringwold Investments Limited, an exempted company incorporated in the Cayman Islands whose registration number is 201630 and registered office is at the offices of Walkers Corporate Services Limited at Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9005, Cayman Islands, having its effective place of management at 135 Bishopsgate, London EC2M 3UR, United Kingdom (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Me Bart VERMAAT, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given in London on 10 August 2011.

The said power of attorney, signed by the attorney-in-fact and the undersigned notary, shall be annexed to the present deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to document that (a) the Sole Shareholder is the sole shareholder of KAHLER (INVESTISSEMENTS) S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, (i) with registered office at 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, (ii) incorporated following a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, on 15 January 2008, published in the Mémorial C, n° 428, on 19 February 2008, amended pursuant to a deed of Maître Jean-Joseph Wagner, notary, residing in Sanem, passed on 7 May 2010, published in the Mémorial C, n° 1376, on 5 July 2010, (iii) registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies, section B, under number B 135.551 and (iv) the corporate capital of which is set at eight million five hundred thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,500,000.02) represented by eight hundred fifty million and two (850,000,002) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each (the "Company"), and (b) it represents the entire share capital of the Company.

The Sole Shareholder, having recognised to be fully informed of the resolutions and decisions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To authorise and approve the repurchase by the board of managers of the Company (the “Board of Managers”) of eight hundred forty-eight million five hundred thousand and two (848,500,002) own shares in the Company (the “Shares” and each a “Share”), within a period of three months from the date of the resolutions and for a total repurchase price equal to the initial subscription price of the Shares (corresponding to the nominal value plus share premium), with a view to their cancellation (the “Repurchase”).

2. To decide the cancellation of the Shares and the reduction of the corporate capital of the Company, currently consisting of eight million five hundred thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,500,000.02) represented by eight hundred and fifty million and two (850,000,002) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, by an amount of eight million four hundred eighty-five thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,485,000.02), so as to bring it to an amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, as a result of the Repurchase (the “Cancellation and Capital Reduction”).

3. To decide the amendment of article 5, first paragraph, of the articles of incorporation of the Company (in order to reflect the Cancellation and Corporate Capital Reduction) which shall as a result read as follows:

“The share capital of the Company is set at fifteen thousand pounds sterling (£ 15,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares, with a nominal value of one penny (£ 0.01) each, all of which are fully paid up.”

4. To decide the reduction of the legal reserve of the Company, currently consisting of eight hundred fifty thousand pounds sterling (GBP 850,000.-), by an amount of eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-), so as to bring it to an amount of one thousand five hundred pounds sterling (GBP 1,500.-) and to decide the allocation of eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-) currently in the legal reserve into the available reserves of the Company, following the Cancellation and Capital Reduction (the “Legal Reserve Reduction”).

5. To confer all and any powers to the Board of Managers, with power of substitution, in order to implement the Repurchase, the Cancellation and Capital Reduction and the Legal Reserve Reduction.

6. To decide that items 2, 3 and 4 of the agenda shall enter into force immediately upon confirmation by the Board of Managers before a Luxembourg notary that the Repurchase has been completed in accordance with item 1 of the agenda.

7. Miscellaneous.

has requested the undersigned notary to document the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to authorise and approve the repurchase by the Board of Managers of eight hundred forty-eight million five hundred thousand and two (848,500,002) Shares, within a period of three months from the date of these resolutions and for a total repurchase price equal to the initial subscription price of the Shares (corresponding to the nominal value plus share premium), with a view to their cancellation.

Second resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to approve the cancellation of the Shares and the reduction of the corporate capital of the Company, currently consisting of eight million five hundred thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,500,000.02) represented by eight hundred and fifty million and two (850,000,002) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, by an amount of eight million four hundred eighty-five thousand pounds sterling and two pence (GBP 8,485,000.02), so as to bring it to an amount of fifteen thousand pounds sterling (GBP 15,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares with a nominal value of one penny (GBP 0.01) each, as a result of the Repurchase.

Third resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to amend article 5, first paragraph, of the articles of incorporation of the Company in order to reflect the Cancellation and Capital Reduction, which will hence read as follows:

“The share capital of the Company is set at fifteen thousand pounds sterling (£ 15,000.-) divided into one million five hundred thousand (1,500,000) shares, with a nominal value of one penny (£ 0.01) each, all of which are fully paid up.”

Fourth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to approve the reduction of the legal reserve of the Company, currently consisting of eight hundred fifty thousand pounds sterling (GBP 850,000.-), by an amount of eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-), so as to bring it to an amount of one thousand five hundred pounds sterling (GBP 1,500.-) and to allocate eight hundred forty-eight thousand five hundred pounds sterling (GBP 848,500.-) currently in the legal reserve into the available reserves of the Company, following the Cancellation and Capital Reduction.

119613

Fifth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to confer all and any powers to the Board of Managers, with power of substitution, in order to implement the Repurchase, the Cancellation and Capital Reduction and the Legal Reserve Reduction.

Sixth resolution

The Sole Shareholder RESOLVED to decide that the second resolution, the third resolution and the fourth resolution hereabove shall enter into force immediately upon confirmation by the Board of Managers before a Luxembourg notary that the Repurchase has been completed in accordance with the first resolution hereabove.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind as a result of the present deed are estimated at one thousand three hundred euro (EUR 1,300.-).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

Whereupon, the present deed was drawn up in Luxembourg by the undersigned notary, on the day referred to at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, who is known to the undersigned notary by [his/her] surname, first name, civil status and residence, such person signed together with the undersigned notary, this original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille onze, le dixième jour du mois d'août.

Par-devant Nous, Maître Edouard Delosch, notaire de résidence à Rambrouch (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

Ringwold Investments Limited, une société exemptée constituée sous le droit des Iles Cayman, immatriculée sous le numéro 201630 et dont le siège social est établi dans les bureaux de Walkers SPV Limited à Walker House, 87 Mary Street, George Town, Grand Cayman KY1-9002, Iles Cayman, et dont le siège de direction effective est établi à 135 Bishopsgate, Londres EC2M 3UR, Royaume-Uni (ci-après l'“Associé Unique”),

représentée aux fins des présentes par Me Bart VERMAAT, avocat, demeurant à Luxembourg, aux termes d'une procuration donnée à Londres le 10 août 2011;

Ladite procuration, signée par le fondé de pouvoirs et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

L'Associé Unique a demandé au notaire instrumentant de documenter (a) que l'Associé Unique est l'unique associé de KAHLER (INVESTISSEMENTS) S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, (i) ayant son siège social au 13-15 avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg, (ii) constituée suivant acte Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, le 15 janvier 2008, publié au Mémorial C, n° 428, du 19 février 2008, modifié par un acte de Maître Jean-Joseph Wagner, notaire de résidence à Sanem, du 7 mai 2010, publié au Mémorial C, n° 1376, le 5 July 201, (iii) immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, Section B, sous le numéro B 135.551, (iv) dont le capital social est fixé à huit millions cinq cent mille livres sterling et deux pence (GBP 8.500.000,02) représenté par huit cent cinquante millions et deux (850.000.002) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune (ci-après, la “Société”), et (b) qu'il représente toutes les parts sociales de la Société.

L'Associé Unique, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Autoriser et approuver le rachat par le conseil de gérance de la Société (ci-après le “Conseil de Gérance”), de huit cent quarante-huit millions cinq cent mille et deux (848.500.002) parts sociales propres dans la Société (ci-après, les “Parts Sociales” et chacune une “Part Sociale”), endéans les trois mois de la date de la résolution et pour un prix total de rachat égal au prix de la souscription initiale des Parts Sociales (à savoir, la valeur nominale augmentée de la prime d'émission), en vue de leur annulation (ci-après, le “Rachat”).

2. Décider l'annulation des Parts Sociales et la réduction du capital social de la Société, consistant actuellement en huit millions cinq cent mille livres sterling et deux pence (GBP 8.500.000,02) représenté par huit cent cinquante millions et deux (850.000.002) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, d'un montant de huit millions quatre cent quatre-vingt-cinq mille livres sterling et deux pence (GBP 8.485.000,02) de façon à le réduire à un montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, à la suite du Rachat (ci-après l'“Annulation et la Réduction du Capital”).

3. Décider la modification de l'article 5, premier alinéa, des statuts de la Société (afin de refléter l'Annulation et la Réduction du Capital) qui se lira en conséquence comme suit:

«Le capital souscrit de la société est fixé à quinze mille livres sterling (£ 15.000,-) divisé en un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (£ 0.01) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.»

4. Décider la réduction de la réserve légale de la Société, consistant actuellement en huit cent cinquante mille livres sterling (GBP 850.000,-), d'un montant de huit cent quarante-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-) de façon à la réduire à un montant de mille cinq cents livres sterling (GBP 1.500,-) et décider l'allocation de huit cent quarante-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-) actuellement dans la réserve légale vers les réserves disponibles de la Société, à la suite de l'Annulation et la Réduction du Capital (ci-après, la "Réduction de la Réserve Légale").

5. Décider la délégation de tous pouvoirs au Conseil de Gérance, avec pouvoir de substitution, afin de mettre en œuvre le Rachat, l'Annulation et la Réduction du Capital et la Réduction de la Réserve Légale.

6. Décider que les points 2, 3 et 4 de l'agenda entreront en vigueur immédiatement après la confirmation de la part du Conseil de Gérance, à intervenir par-devant un notaire luxembourgeois, que le Rachat a été effectué conformément au point 1 de l'agenda.

7. Divers.

a demandé au notaire instrumentant de documenter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé Unique A DÉCIDÉ d'autoriser et d'approuver le rachat par le Conseil de Gérance de huit cent quarante-huit million cinq cent mille et deux (848.500.002) Parts Sociales, endéans les trois mois de la date de ces résolutions et pour un prix total de rachat égal au prix de la souscription initiale des Parts Sociales (à savoir, la valeur nominale additionnée de la prime d'émission), en vue de leur annulation.

Deuxième résolution

L'Associé Unique A DÉCIDÉ l'annulation des Parts Sociales et la réduction du capital social de la Société, consistant actuellement en huit millions cinq cent mille livres sterling et deux pence (GBP 8.500.000,02) représenté par huit cent cinquante millions et deux (850.000.002) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, d'un montant de huit millions quatre cent quatre-vingt cinq mille livres sterling et deux pence (GBP 8.485.000,02), de façon à le réduire à un montant de quinze mille livres sterling (GBP 15.000,-) représenté par un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales avec une valeur nominale d'un penny (GBP 0,01) chacune, à la suite du Rachat.

Troisième résolution

L'Associé Unique A DÉCIDÉ de modifier l'article 5, premier alinéa, des statuts de la Société, qui devra se lire comme suit, afin de refléter l'Annulation et la Réduction du Capital:

«Le capital souscrit de la société est fixé à quinze mille livres sterling (£ 15.000,-) divisé en un million cinq cent mille (1.500.000) parts sociales ayant une valeur nominale d'un penny (£ 0.01) chacune, chaque part sociale étant entièrement libérée.»

Quatrième résolution

L'Associé Unique A DÉCIDÉ la réduction de la réserve légale de la Société, consistant actuellement en huit cent cinquante mille livres sterling (GBP 850.000,-), d'un montant de huit cent quarante-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-), de façon à la réduire à un montant de mille cinq cents livres sterling (GBP 1.500,-) et A DÉCIDÉ l'allocation de huit cent quarante-huit mille cinq cents livres sterling (GBP 848.500,-) actuellement dans la réserve légale vers les réserves disponibles de la Société, à la suite de l'Annulation et la Réduction du Capital.

Cinquième résolution

L'assemblée A DECIDE de conférer tous pouvoirs au Conseil de Gérance, avec pouvoir de substitution, afin de mettre en œuvre le Rachat, l'Annulation et la Réduction du Capital et la Réduction de la Réserve Légale.

Sixième résolution

L'Associé Unique A DÉCIDÉ que la deuxième résolution, la troisième résolution et la quatrième résolution ci-dessus entreront en vigueur immédiatement après la confirmation de la part du Conseil de Gérance, à intervenir par-devant un notaire luxembourgeois, que le Rachat a été effectué conformément à la première résolution ci-dessus.

Frais

Les frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature en raison du présent acte sont évalués à mille trois cents euros (EUR 1.300,-).

Le notaire instrumentant qui comprend et parle la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: B. Vermaat, DELOSCH.

Enregistré à Redange/Attert, le 11 août 2011. Relation: RED/2011/1730. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Releveur (signé): KIRSCH.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Rambrouch, le 11 août 2011.

Référence de publication: 2011118919/200.

(110136233) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 août 2011.

Esther Seven S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1943 Luxembourg, 36, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 131.879.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale tenue à Luxembourg en date du 17 août 2011

L'Assemblée a décidé de réélire Mr. René DEMOULIN, né le 28 octobre 1952 à Rachecourt (Belgique), résidant professionnellement 36, Rue Gabriel Lippmann, L-1943 Luxembourg, et Mr. Owen Francis LYNCH, né le 16 mai 1959 à Louth, Irlande, résidant professionnellement 3^{ème} étage, 2 Hill Street, St Helier, Jersey, JE4 8RY, en tant que Gérants de la société. Le terme de leur mandat sera d'une durée illimitée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 18/08/2011.

Pour la société

ESTHER SEVEN SARL.

Référence de publication: 2011121874/16.

(110140424) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 août 2011.

CPB Invest Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.532.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 21 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121335/10.

(110139464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

CPB Prop Co. A S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.457.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121336/10.

(110139469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

CPB Prop Co. C S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 158.533.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Rambrouch, le 20 juillet 2011.

Référence de publication: 2011121337/10.

(110139468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 août 2011.

Com Met Company, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 20.000,00.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 69, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 161.469.

—
Extrait de la résolution de l'associé unique de la Société en date du 19 août 2011

En date du 1^{er} août 2011, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

D'accepter la démission des personnes suivantes:

- Mr Joe Alvarado en tant que gérant de classe B avec effet au 1^{er} août 2011.

De nommer les personnes suivantes en tant que gérant de classe A de la Société:

- Mme. Mary Lindsey, née le 5 août 1955 à New York, états unis d'Amérique, résidant professionnellement au 102, rue des Maraîchers, L-2124 Luxembourg, avec effet au 1^{er} août 2011 et pour une durée indéterminée.

Depuis cette date le conseil de gérance de la Société se compose des personnes suivantes :

Gérant de classe A:

Mr. David Chaikin

Mr. Philippe van der Avenne

Gérant de class B:

Mme. Mary Lindsey

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 2 septembre 2011.

Com Net COmpany S.à r.l.

Référence de publication: 2011124207/24.

(110142876) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2011.

Birdsview Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1347 Luxembourg, 6A, Circuit de la Foire Internationale.

R.C.S. Luxembourg B 117.597.

—
EXTRAIT

Monsieur Hugo af Petersens a démissionné de son mandat d'administrateur de la Société avec effet au 30 juin 2011. Il a été décidé de coopter Monsieur Anders Malcolm comme nouvel administrateur en remplacement avec effet au 1^{er} août 2011. Le mandat de Anders Malcolm prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2012.

La nomination de Monsieur Anders Malcolm comme nouvel administrateur sera soumise à la ratification lors de la prochaine assemblée générale.

De ce fait le conseil d'administration de la Société se compose comme suit à partir du 1^{er} août 2011:

- Mme Ann-Charlotte Lawyer, avec adresse professionnelle à 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg, présidente du conseil d'administration

- M. Anders Malcolm avec adresse professionnelle à 6a, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg

- M. Ulf Loeper, avec adresse professionnelle à Strandvägen 7A, S-114 56 Stockholm;

- M. Robin Curry-Lindahl, avec adresse professionnelle à Avenue E. De Mot, 19, B-1000 Bruxelles;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2011124196/20.

(110142903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2011.

Bierg an Dall S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9420 Vianden, 3, rue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 106.837.

—
Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2011124204/10.

(110142999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 septembre 2011.